

IMPORTATION EXCEPTIONNELLE DE MOUTONS

Les premières cargaisons arrivent

Le port d'Alger a accueilli, dans la nuit du 19 au 20 avril, une première cargaison de 15 000 moutons en provenance de Roumanie, dans le cadre des préparatifs de l'Aïd El-Adha. Cette arrivée marque le lancement d'une campagne nationale d'envergure, soigneusement planifiée et mobilisant l'ensemble des ports, ministères et services spécialisés à travers le pays. P 3



PÉTROLE

**Les exportations
de l'Algérie en légère
baisse** P 2

L'ALGÉRIE ACCROÎT
SES INVESTISSEMENTS TOURISTIQUES

**Cap sur le tourisme
saharien** P 5

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-SAUDIEN

**Volonté commune de
renforcer la coopération
économique bilatérale** P 3

CPA/FINANCE ISLAMIQUE
Les dépôts ont atteint 53 mds DA à fin février

Par R E.

Les dépôts collectés dans le cadre de la finance islamique par le Crédit populaire d'Algérie (CPA) ont atteint 53 milliards DA à fin février 2025, depuis le lancement de cette activité en 2020, tandis que son chiffre d'affaires global s'est établi à 107 milliards DA à fin décembre 2024, selon un bilan de cette banque publique.

Les financements islamiques accordés aux clients ont totalisé 10,3 milliards DA à fin février, contre 8,3 milliards DA à fin 2024. Environ 4,6 milliards DA ont été destinés à l'immobilier résidentiel, représentant 45 % des financements islamiques, précise le document transmis à l'APS.

Le CPA dispose actuellement de 108 guichets de finance islamique et de deux agences entièrement dédiées à cette activité, proposant une gamme de produits incluant comptes courants, comptes d'épargne et d'investissement, ainsi que des financements par Mourabaha et Ijara (acquisition de biens immobiliers et véhicules). La banque prévoit, par ailleurs, le lancement de nouveaux produits en 2025, dont l'Istisnaa (travaux d'aménagement pour particuliers), la Mourabaha approvisionnement (entreprises et professionnels), et le contrat Salam (entreprises et professionnels). S'agissant de l'activité bancaire globale (financement classique et islamique), le CPA a clôturé l'exercice 2024 avec 295 milliards DA de financements, répartis entre crédits à l'investissement et crédits d'exploitation. L'année 2024 a été marquée, note le document, par l'adoption de "réformes globales" des procédures d'octroi de crédits, portant notamment sur la digitalisation du traitement des dossiers, la revalorisation des plafonds des crédits octroyés par les commissions décentralisées, et la réduction des taux d'intérêt débiteurs (pour les crédits d'investissement et d'exploitation).

PÉTROLE

Les exportations de l'Algérie en légère baisse

Les exportations pétrolières de l'Algérie ont enregistré un recul notable au premier trimestre 2025, selon un rapport publié par la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Cette baisse s'inscrit dans un contexte de réduction volontaire de la production en coordination avec les pays du groupe OPEP+, mais aussi de fluctuations sur les marchés mondiaux.

Par M. A.

Entre janvier et mars 2025, l'Algérie a exporté en moyenne 723 000 barils de pétrole brut et de produits raffinés par jour, contre 757 000 barils/jour à la même période l'année dernière. Cela représente une baisse annuelle de 4,5 %, soit 34 000 barils quotidiens en moins. La comparaison avec le trimestre précédent (T4 2024) est encore plus marquée, avec une baisse de 10 %, équivalente à 83 000 barils/jour, par rapport aux 806 000 barils/jour alors exportés. Ce sont surtout les exportations de pétrole brut transporté par voie maritime qui ont souffert : elles sont passées de 375 000 à 345 000 barils/jour en un an, soit un recul de 8 %. Le mois de février a néanmoins connu un sursaut avec 462 000 barils/jour, le plus haut niveau enregistré depuis avril 2024. En revanche, les produits pétroliers raffinés ont mieux résisté. Avec 378 000 barils/jour exportés

au T1 2025 (contre 382 000 en 2024), la baisse est limitée à 1 %. Ces produits représentent désormais plus de la moitié (52,2 %) des exportations algériennes, tandis que le brut ne pèse que 33,8 %. Cette contraction des exportations est en partie due à l'engagement de l'Algérie dans les réductions volontaires de production au sein de l'alliance OPEP+. Depuis mai 2023, le pays limite sa production de 48 000 barils/jour, dans le cadre d'un accord global couvrant 1,65 million de barils/jour pour neuf pays. À cela s'ajoutait un autre engagement temporaire, expiré en mars 2025, portant sur 51 000 barils/jour. Malgré ces coupes, la production nationale est restée relativement stable, avec 909 000 barils/jour en T1 2025, contre 904 000 en fin d'année dernière. Sur le plan des débouchés, l'Europe reste le principal client du pétrole algérien, notamment l'Espagne (96 000 b/j) et la France (80 000 b/j), suivies par la Corée du Sud (105 000 b/j), premier

importateur hors UE. Malgré une légère baisse de leurs achats, la France et la Corée du Sud demeurent parmi les partenaires stratégiques d'Alger. À noter que, malgré les tensions diplomatiques actuelles entre Alger et Paris, les exportations vers la France se poursuivent.

Des sources gouvernementales algériennes ont souligné que les contrats énergétiques sont maintenus dans le respect des engagements commerciaux, excluant toute interruption des livraisons de pétrole ou de gaz liquéfié. Alors que les membres de l'OPEP+ entament une remontée progressive de leur production à partir d'avril, les prochains mois seront cruciaux pour évaluer la capacité de l'Algérie à rebondir sur les marchés pétroliers internationaux. Le renforcement des capacités de raffinage et la diversification des produits exportés pourraient offrir au pays des leviers de résilience face aux soubresauts de l'offre mondiale.

MINES

Rencontre SORAREM et la société chinoise SINOSTEEL

Le Président Directeur Général, Monsieur Soltani Belkacem, a accordé une audience, jeudi dernier, au siège du Groupe SONAREM à la délégation de l'entreprise publique chinoise SINOSTEEL, d'envergure internationale, active principalement dans l'ex-

ploitation minière, le commerce, la fabrication d'équipements et l'ingénierie, annonce le groupe dans un communiqué. Le Président s'est félicité de coopération avec cette dernière en rappelant son implication en Algérie depuis plusieurs années et notamment en accompagnant

les filiales du Groupe dans des projets stratégiques tel que le projet de développement et valorisation du minerai de fer de Gara Djebilet du minerai de Zinc-Plomb d'Amizour à Bejaia et du projet de Phosphate intégré à Tebessa. Néanmoins, vue l'importance stratégique de ces

projets, il a insisté afin de doubler d'effort pour que la mise en œuvre des projets soit en adéquation avec les objectifs attendus en termes de qualité, délais et coût, en les assurant de son soutien constant pour les aider à lever les contraintes qui peuvent survenir.

RENFORCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un indicateur positif pour relever le défi de la transformation numérique

Par R E.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a affirmé, samedi à Annaba, que le renforcement de l'infrastructure du secteur, à travers la réalisation de projets stratégiques liés aux télécommunications et à l'exploitation des technologies modernes, est "indicateur positif" pour relever défi de la transformation numérique du pays.

Dans la zone de l'avant-port d'Annaba, où il a inauguré un Skills Center (une structure proposant des formations adaptées aux évolutions technologiques), le ministre, qui effectuait une visite de travail, a indiqué que la réalisation de projets de base pour l'exploitation des technologies modernes "constitue un investissement stratégique pour soutenir l'infrastructure du secteur". Il a ajouté que son secteur, en renforçant l'infrastructure des télé-

communications, s'emploie à "créer les conditions nécessaires à la transformation numérique", avant de noter que l'inauguration de ce Skills Center s'inscrit dans le cadre d'un "investissement dans un élément essentiel de l'infrastructure, à savoir la ressource humaine". M. Zerrouki a également relevé que ce centre est "une plateforme ouverte aux jeunes ayant des capacités et des qualifications pour développer leurs compétences dans les

domaines des technologies modernes et de leurs applications multidisciplinaires. A l'occasion de l'inauguration de cette structure de formation et d'accompagnement, quatre (4) conventions cadres ont été signées entre le Centre, l'université Badji-Mokhtar, la direction de l'industrie, le Centre de l'Innovation d'Annaba (Annaba Innovation) et l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPORTATION EXCEPTIONNELLE DE MOUTONS

Les premières cargaisons arrivent

Le port d'Alger a accueilli, dans la nuit du 19 au 20 avril, une première cargaison de 15 000 moutons en provenance de Roumanie, dans le cadre des préparatifs de l'Aïd El-Adha. Cette arrivée marque le lancement d'une campagne nationale d'envergure, soigneusement planifiée et mobilisant l'ensemble des ports, ministères et services spécialisés à travers le pays.

Par Mourad A.

L'Algérie met ainsi en œuvre une initiative inédite : l'importation d'un million de moutons destinés à la vente directe aux citoyens. Pilotée sur instruction du Président de la République, cette opération vise à stabiliser les prix du marché et à garantir un accès équitable au sacrifice rituel, dans le strict respect des normes sanitaires. Cette initiative répond à une instruction directe du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dont l'objectif est d'atténuer les tensions sur le marché et de permettre aux citoyens de célébrer l'Aïd dans la dignité. C'est ce qu'a affirmé Abdelhamid Boualaâm, Directeur général de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL), lors d'une intervention sur la chaîne de télévision privée « Echourouk News ». La première cargaison, composée de 15 000 têtes en provenance de Roumanie, est arrivée à Alger dans la nuit du 19 au 20 avril, à bord du navire « APUS ». Selon le DG du port, l'opération a été minutieusement préparée : « Toutes les structures du port ont été mobilisées en coordination avec les services des douanes, de la santé animale, de l'agriculture et du commerce. Les animaux sont arrivés en excellent état et aucun cas de mortalité n'a été enregistré durant le transport maritime, ce qui est exceptionnel pour ce type d'acheminement ». D'autres livraisons sont prévues dans la deuxième quinzaine d'avril, avec des cargaisons de 12 000, 18 000 et jusqu'à 35 000 têtes attendues uniquement au port d'Alger.

Neuf ports mobilisés

De son côté, le secrétaire général du ministère des Transports, Djamel Eddine Abdel-

ghani Dridi, a confirmé que trois autres navires accosteront à Alger avant la fin du mois. Par la suite, d'autres ports, dont Oran, Jijel, Skikda et Annaba, seront également mobilisés. « Au total, le port d'Alger devrait accueillir entre 60 000 et 70 000 ovins en l'espace de dix jours. L'ensemble de l'opération se déroulera durant les mois d'avril et mai », a-t-il déclaré. Neuf ports à travers le territoire participent à cette vaste opération : Annaba, Skikda, Jijel, Béjaïa, Ténès, Mostaganem, Oran, Ghazaouet et, bien entendu, Alger, qui concentre « la part du lion », comme l'a souligné Boualaâm. « Le ministère des Transports, par la voix du ministre Said Sayoud, nous a donné des instructions strictes pour assurer la fluidité du déchargement, le respect des normes sanitaires et la rapidité de la distribution vers les points de vente », a-t-il ajouté. Parallèlement, le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, Hamid Bensaad, a précisé que d'importants moyens logistiques et techniques ont été mobilisés pour garantir le succès de cette opération. « Des sites dédiés au contrôle sanitaire du cheptel ont été aménagés afin de protéger la santé des consommateurs », a-t-il dit. Une troisième phase de l'opération prévoit la répartition des moutons à travers les différentes wilayas du pays. Elle sera encadrée localement par les walis et suivie par des commissions spécialisées, chargées à la fois de la logistique et du volet commercial. Par ailleurs, une série de contrats est en cours de finalisation avec l'Espagne. Ces nouvelles expéditions permettront d'accélérer le rythme des livraisons. « Un trajet depuis l'Espagne dure deux jours, contre six depuis la Roumanie, ce qui offrirait une cadence plus soutenue à l'approche de l'Aïd », a précisé le DG du port d'Alger.

Une opération inédite pour garantir l'Aïd à tous

L'objectif de cette opération est clair : casser la flambée des prix constatée les années précédentes. En 2023, les prix oscillaient entre 60 000 et 140 000 dinars. Cette année, les nouvelles grilles tarifaires, actuellement en attente de validation par le Conseil des ministres, devraient se situer entre 38 000 et 48 000 dinars, selon le poids de l'animal. « Un mouton de 25 kg coûtera entre 35 000 et 38 000 dinars, tandis que les plus gros, autour de 50 kg, ne dépasseront pas les 49 000 dinars. C'est une mesure salubre pour le pouvoir d'achat des familles », a souligné Boualaâm. Ces prix devraient être officialisés dans un communiqué du gouvernement, attendu au cours du mois d'avril. Les ventes au grand public débuteront le 1er mai dans toutes les wilayas, notamment à Alger, où des points de vente seront installés à Birtouta, Rouiba, ainsi que dans d'autres zones à désigner. Par ailleurs, tous les moutons importés sont soumis à un protocole vétérinaire strict à leur arrivée. En effet, des centres de quarantaine ont été aménagés à Alger, deux à Rouiba, un à Birtouta et un à El Qalâa, pour une durée de trois à cinq jours. « Les analyses vétérinaires sont rassurantes : les animaux importés sont en excellente santé et présentent une morphologie proche des races locales », a affirmé le DG du port d'Alger, écartant ainsi les rumeurs sur une éventuelle mauvaise qualité du cheptel. Enfin, le bon déroulement de cette campagne est assuré par une commission intersectorielle réunissant les ministères de l'Agriculture, de l'Intérieur et des Transports. Cette commission suit l'ensemble de l'opération, depuis l'arrivée des moutons jusqu'à leur mise en vente.

PORT D'ALGER

Forte reprise des activités logistiques et maritimes

Par M. A.

Alors que le port d'Alger joue un rôle central dans les opérations stratégiques du pays, à commencer par l'importation exceptionnelle d'un million de moutons pour l'Aïd El-Adha, il poursuit en parallèle sa propre transformation. Des projets structurants sont en voie d'achèvement, à commencer par la réhabilitation complète des quais 18 à 21, accompagnée d'une refonte des aires de stockage. Ce projet est considéré comme fondamental pour le repositionnement logistique du port d'Alger. Les travaux sont actuellement réalisés à hauteur de 96 à 97 %, et la réception définitive est attendue entre mai et juin 2025, a affirmé Abdelhamid Boualaâm, Directeur général de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL). Le chantier, engagé il y a plusieurs mois, vise à moderniser les infrastructures vieillissantes afin de fluidifier les opérations portuaires, réduire les délais de déchargement et répondre aux normes internationales en matière de manutention et de sécurité. L'installation de nouveaux équipements

de levage, de systèmes de gestion informatisés et de plateformes de stockage modernes permettra, selon le DG, « d'améliorer considérablement la performance opérationnelle du port, au service de l'économie nationale ». Le port d'Alger enregistre également un regain d'activité dans plusieurs secteurs clés, à commencer par l'importation des véhicules de moins de trois ans. « Nous constatons une nette augmentation du nombre de véhicules arrivant par voie maritime, en particulier depuis la Chine. Les volumes sont en progression constante même si nous ne disposons pas encore de chiffres consolidés à ce stade », a indiqué Boualaâm. Cette tendance s'inscrit dans la relance récente du marché automobile, stimulée par les mesures gouvernementales visant à diversifier l'offre et à répondre à une demande longtemps comprimée. Parallèlement aux flux commerciaux, le port d'Alger s'apprête à vivre une saison estivale exceptionnelle en matière de transport de passagers. En 2023, seules deux compagnies maritimes, Algérie Ferries et la française CorsicaLinea, assuraient la desserte entre l'Algérie et l'Europe. Cette année, quatre

nouvelles compagnies viennent étoffer l'offre. « C'est une ouverture sans précédent qui permettra à notre communauté à l'étranger de rejoindre le pays dans de meilleures conditions de fréquence, de confort et de prix », se réjouit le directeur du port. Parmi les nouvelles venues, on retrouve « Nours El Bahr » et Aurès, deux opérateurs algériens privés, mais aussi « Balearia » (Espagne) et « GNV » (Italie), qui offriront des liaisons supplémentaires depuis et vers plusieurs ports européens. Cette diversification du pavillon maritime est saluée comme un pas en avant vers l'amélioration des services destinés à la diaspora, notamment dans le contexte des grandes vacances d'été. Avec la modernisation de ses quais, la montée en puissance de ses capacités logistiques et l'ouverture accrue sur le transport maritime de passagers, le port d'Alger confirme sa place de carrefour économique et stratégique pour le pays. « Nous voulons faire du port d'Alger un levier de croissance durable, capable de répondre aux besoins du commerce extérieur comme à ceux de nos concitoyens », a conclu Abdelhamid Boualaâm.

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-SAUDIEN

Volonté commune de renforcer la coopération économique bilatérale

Par R. E.

Les travaux du Forum d'affaires algéro-saoudien ont débuté, hier à Alger, avec la réaffirmation par les deux parties de leur volonté commune de renforcer la coopération dans plusieurs domaines économiques. Cette rencontre est organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) avec la participation de plusieurs opérateurs économiques algériens et d'une délégation d'hommes d'affaires saoudiens en visite en Algérie pour explorer les opportunités de partenariat et d'investissement, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'agriculture, du tourisme et du bâtiment. Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux, le président du Conseil du nouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a mis en avant les opportunités de partenariat entre l'Algérie et l'Arabie saoudite, appelant à en tirer parti à travers des investissements efficaces et l'échange d'expertises pour créer des emplois, relever les défis communs et réaliser un développement durable. Selon lui, ce Forum permettra de renforcer la coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines de l'agroalimentaire, de l'agro-industrie, de la sidérurgie, du tourisme et des technologies de l'information et de la communication (TIC). De son côté, l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie, Abdulah Bin Nasser Al Bussairy, a souligné l'importance de cette rencontre dans le renforcement des relations économiques bilatérales, qu'il a qualifiées de "profondes et enracinées", rappelant, à ce propos, la volonté des dirigeants des deux pays de les renforcer dans divers domaines. L'ambassadeur a fait savoir que la valeur des échanges commerciaux entre les deux pays avoisinait un milliard de dollars, ce qui, selon lui, "ne reflète pas le niveau des relations bilatérales solides", précisant que les investissements saoudiens en Algérie avaient augmenté dans des domaines comme l'industrie de transformation, l'agroalimentaire et l'agriculture. A cette occasion, il a invité les hommes d'affaires saoudiens à explorer les opportunités d'investissement qu'offre l'Algérie, en particulier à la faveur des facilités introduites par la nouvelle loi sur l'investissement. Ce Forum sera marqué par l'organisation de rencontres d'affaires bilatérales (B2B) entre les représentants des entreprises algériennes et saoudiennes et la signature de plusieurs accords et partenariats entre les deux parties.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À DISTANCE

Lancement de la plateforme nationale d’expertise des cours en ligne

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, samedi, le lancement de la plateforme nationale d'expertise des cours en ligne, destinée aux enseignants souhaitant demander l'évaluation de leurs cours pour obtenir "l'attestation d'enseignement à distance", indique un communiqué du ministère. Cette plateforme, lancée par la commission nationale de l'enseignement supérieur à distance, s'inscrit dans le cadre du soutien et de l'optimisation de la qualité de ce type d'enseignement, précise la même source. L'inscription se fait via le lien suivant: <https://oce.umc.edu.dz/>, selon la même source qui ajoute que cette démarche est "spécialement destinée aux enseignants dispensant des cours à distance et souhaitant obtenir l'attestation d'enseignement à distance auprès de la commission nationale".

OUUM EL BOUAGHI

Renforcement du réseau électrique dans trois communes

Le réseau de distribution de l'énergie électrique sera renforcé dans trois (03) communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi à travers une nouvelle centrale mobile, a-t-on indiqué, dimanche, à la direction de distribution de l'électricité et du gaz. La responsable de la communication, Narimane Benzelikha, a indiqué qu'il s'agit de "renforcer le réseau électrique dans les communes de Souk Naâmane, d'Oulad Zouaï et de Bir Chouhada, grâce à une nouvelle centrale mobile réalisée à Souk Naâmane". Cette centrale d'une puissance nominale de 20 mégavolts-ampères (MVA), équipée de quatre (4) lignes de 19 km de long, sera en mesure d'alléger la pression sur les postes transformateurs d'Ain M'lila et d'Ain Kercha, a ajouté la même source . Mme Benzelikha a rappelé qu'à l'échelle de la wilaya, un poste de transformation de 30/60 kV, mis en service dans la commune d'Ain M'lila, a permis d'améliorer de la qualité du service fourni aux abonnées .

DJEZZY – OPTIMUM TÉLÉCOM ALGÉRIE

Boumediene Senouci, nouveau DG

Un nouveau Directeur Général vient d'être installé à la tête de la société Optimum Télécom Algérie (Djezzy). Il s'agit de Boumediene Senouci, qui succède à Mahieddine Al-louche. La cérémonie de nomination s'est tenue ce dimanche au siège du Fonds National d'Investissement, en présence du Ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, ainsi que du Ministre des Finances. L'événement s'est déroulé en présence de M. Salah Labani, Directeur Général du Fonds National d'Investissement, principal actionnaire de Djezzy, ainsi que de cadres des deux ministères et de responsables de l'entreprise. Lors de la cérémonie, le Ministre des Finances a salué les efforts de M. Mahieddine Allouche durant sa gestion intérimaire de l'entreprise, soulignant ses contributions à la continuité des activités et à la stabilité administrative. Il a également félicité M. Boumediene Senouci pour sa nomination et lui a souhaité plein succès dans ses nouvelles fonctions. Il a insisté sur la nécessité d'insuffler une nouvelle dynamique à l'entreprise, axée sur l'innovation et le développement, afin de renforcer son leadership et sa compétitivité. De son côté, le Ministre de la Poste et des Télécommunications a affirmé que la nomination de M. Boumediene Senouci s'inscrit dans la dynamique de modernisation du secteur des télécommunications, notamment à travers le déploiement imminent de la 5G. Il a souligné que l'expertise technologique et la connaissance approfondie du secteur

dont dispose le nouveau Directeur Général constitueront deux piliers essentiels pour positionner Djezzy comme un acteur majeur dans cette nouvelle phase. Le Ministre a également tenu à remercier M. Mahieddine Allouche pour les efforts considérables consentis à la tête de l'entreprise depuis août 2022, saluant son engagement dans la structuration de Djezzy et les progrès enregistrés dans le développement de solutions technologiques au service des citoyens et de l'économie nationale. Cette nouvelle étape marque un tournant pour Optimum Télécom Algérie – Djezzy, portée par une vision tournée vers le renforcement du développement technologique, l'accompagnement de la transformation numérique et l'amélioration de la compétitivité.

MINISTÈRE DES AE/INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

Rencontre interactive avec les opérateurs économiques de la diaspora en Belgique

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib a tenu, samedi, dans le cadre de sa visite au Royaume de Belgique, une rencontre interactive avec les opérateurs économiques, les entrepreneurs, les compétences nationales et les porteurs de projets issus de la communauté algérienne établie en Belgique et au Luxembourg, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. Lors de cette rencontre à laquelle a pris part, par visioconférence, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Nouredine Ouadah, "le secrétaire d'Etat a rappelé l'intérêt particulier qu'accorde le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à cette catégorie de citoyens algériens", affirmant que "le gouvernement algérien les place parmi ses priorités stratégiques suivant une approche participative visant à offrir les facilités nécessaires à la concrétisation de leurs projets et idées dans leur pays d'origine", précise le communiqué. Dans ce cadre, "M. Sofiane Chaib, avec la participation de son collègue au sein du gouvernement, a écouté les préoccupations et propositions des participants concernant la prise en charge optimale de leurs attentes et ambitions pour contribuer au processus de développement national dans un contexte de dynamique économique que connaît notre pays". Dans son intervention, M. Ouadah a mis en relief "les démarches pratiques permettant à notre communauté de bénéficier des avantages et incitations fournies par l'écosystème de l'économie de la connaissance dans notre pays, qui reflète une nouvelle vision pour une économie nationale génératrice de richesse, à travers le financement de l'innovation et la concrétisa-

tion des projets ambitieux pour la création des start-ups et des micro-entreprises". Ainsi, "une projection technique a été présentée par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), concernant les cadres juridiques et les facilités procédurales relatives à l'encouragement de l'investissement en Algérie", selon la même source. Par ailleurs, "le secrétaire d'Etat a exprimé sa fierté quant à l'attachement des membres de la commu-

nauté algérienne en Belgique et au Luxembourg à leur patrie et leur fierté d'y appartenir. Il les a encouragés à renforcer les liens solides qui les unissent à la patrie notamment à travers l'exploitation des avantages fournis par l'Etat dans le domaine de l'investissement, soulignant que les services du Secrétariat d'Etat ne ménageront aucun effort pour les accompagner en vue d'atteindre cet objectif", conclut le même communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التتمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 20 أفريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Avril 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg		دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	101	113	89	البطاطا
	Tomate	99	112	86	الطماطم
	Oignon sec	66	74	58	البصل الجاف
	Ail sec	646	728	564	الثوم الجاف
	Carotte	77	87	67	الجزر
	Navet	101	113	89	لفت
	Petit pois	162	181	143	الجبانة
	Fève verte	94	106	82	الفول الاخضر
	Courgette	98	112	85	الكوسة
	Haricot vert	262	286	239	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	93	105	81	الخس
Fruits frais	Orange	104	133	74	البرتقال
	Citron	114	139	88	الليمون
	Pomme locale	576	712	440	التفاح المحلي
	Datte	546	684	408	التمر
	Banane	555	584	526	الموز
	Fraise	244	278	209	الفراولة
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1776	1913	1639	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	370	381	358	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Ciôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	421,00	NC	0,00	0,20	-0,61	8,12	7,13	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,93	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 299,00	2300,00	0,04	3,11	1,32	12,10	5,43	116301	267 492 300,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,66	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-6,68	2,03	-	0	0,00

L'ALGÉRIE ACCROÎT SES INVESTISSEMENTS TOURISTIQUES

Cap sur le tourisme saharien

Le tourisme en Algérie semble reprendre des couleurs. En effet, les indicateurs globaux relatifs au tourisme en Algérie sont bons, satisfaisants, et connaissent une grande dynamique, affirme la directrice générale de l'Office National du Tourisme, Nacir Bey Saliha. Pour cette responsable, ce regain d'activité de ce secteur, est la conséquence de l'intensification de l'investissement, la politique de privatisation et le partenariat entre les secteurs public et privé.

Par Réda Hadi

Dans une déclaration à la radio nationale, Nacir Bey Saliha a déclaré que « l'Algérie mise aujourd'hui, plus que jamais, sur la promotion du tourisme saharien, en tant que valeur ajoutée à l'économie nationale et élément clé du programme de travail du ministère du Tourisme et de l'Artisanat ». Ce produit saharien, ajoute-t-elle, est devenu l'un des pôles principaux du tourisme en Algérie. Certes les pouvoirs publics ont opté pour valoriser le tourisme saharien, car le pari du tourisme saharien a pour objectif de réconcilier le pays avec le tourisme interne et d'encourager les jeunes à voyager, mais, surtout, à aller à la découverte de ses richesses.

Le grand Sud algérien fait rêver. Les internautes algériens inondent quotidiennement les réseaux sociaux des photos de ce désert immense au riche potentiel touristique. La diversité des paysages, des cultures et des habitats traditionnels explique cet intérêt qui ne fait que croître. 186 000 visiteurs recensés

Dans une première évaluation du premier trimestre de la saison touristique saha-

rienne 2024-2025, qui touche à sa fin, la directrice de l'ONT, a révélé que cette saison est exceptionnelle en termes d'affluence touristique, avec 186 000 visiteurs recensés, dont plus de 22 700 touristes étrangers.

C'est une saison exceptionnelle pour le tourisme saharien. Pour la première fois, nous avons enregistré une affluence significative de touristes nationaux et étrangers non seulement vers les wilayas traditionnellement connues comme Tamanrasset, Adrar ou Timimoun, mais aussi vers 24 wilayas du Grand Sud, ce qui est sans précédent. Pour elle, les résultats obtenus sont dus à une série de mesures prises, par les pouvoirs publics qui ont lancé un vaste programme de réhabilitation des structures hôtelières pour relancer le tourisme interne et étranger.

Le succès est aussi dû à la coordination et à la coopération entre les différents secteurs, acteurs et opérateurs du domaine, notamment les agences de voyages qui jouent un rôle important dans la promotion de la destination algérienne lors des différents forums et salons internationaux sous l'égide de l'Organisation mondiale du tourisme.

Dans le même contexte, la directrice a ajouté que le secteur du tourisme va dans la bonne direction, et tous les indicateurs montrent que des résultats encore meilleurs sont à prévoir grâce à l'encouragement de l'investissement, à la mise à profit des incitations et des facilités offertes par la nouvelle loi sur l'investissement, ainsi qu'à la promotion des initiatives locales, telles que la conversion des maisons familiales en hébergements touristiques et maisons d'hôtes, conformément à la stratégie de renforcement des infrastructures. Pour cette responsable, il est temps que le Grand Sud devienne une destination touristique mondiale, d'autant plus qu'il ne nécessite pas de lourds investissements. Le principe adopté repose sur l'aménagement d'infrastructures légères, afin de préserver l'environnement, la spécificité des zones désertiques ainsi que leur richesse historique, culturelle et architecturale. »

Réception de 47 établissements hôteliers en 2024

Dans ce cadre, elle a révélé une hausse du nombre de touristes ayant visité l'Algérie

en 2024, avec plus de 3 548 000 visiteurs, dont 2 454 000 touristes étrangers et 1 093 000 algériens résidents à l'étranger. Saliha Nacir bey a également indiqué que cette dynamique se poursuit notamment en matière d'investissements et de réalisation d'infrastructures, avec 47 établissements hôteliers réceptionnés en 2024. La capacité hôtelière a été renforcée de 4 687 lits, et on note aussi une augmentation du nombre de professionnels impliqués dans le programme d'amélioration et de qualité des services. Dans la lignée, elle confirme que 70 nouveaux projets d'investissement ont été acceptés en 2025. Actuellement, 2 143 projets d'investissement sont en cours de réalisation, ce qui portera la capacité d'accueil à l'échelle nationale à 255 850 lits, et permettra de créer 100 000 nouveaux emplois.

Par ailleurs, l'invitée a annoncé que 571 nouvelles agences de voyages et de tourisme sont entrées en service après leur agrément, portant ainsi le nombre total d'agences opérationnelles en Algérie à 5 570. Elle a également mentionné la création de plus de 27 000 nouvelles activités dans le domaine de l'artisanat, ainsi que plus de 71 000 postes d'emploi générés.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Lancement des éliminatoires de wilaya des Olympiades des Métiers

Par Sirine R.

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Oualid, a supervisé hier, depuis le parc des Sablettes à Alger, le lancement officiel des éliminatoires wilayaes de l'Olympiade des Métiers. Cet événement, organisé par le ministère, s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement de la formation professionnelle à travers une compétition nationale basée sur les standards internationaux établis par l'organisation mondiale WorldSkills.

Elle vise ainsi à encourager l'esprit de compétition dans diverses spécialités techniques et professionnelles.

Ces olympiades des Métiers Elles englobent des compétences variées telles que la mécanique, la soudure, l'informatique en nuage (cloud computing), la cybersécurité, la maintenance automobile, le design industriel, la cuisine, la coiffure, l'hôtellerie, la bijouterie, ainsi que des spécialités pointues en technologies de l'eau, constructions métalliques, et développement d'applications mobiles.

Ces spécialités ont été soigneusement choisies pour répondre aux normes internationales et aux priorités du marché de l'emploi national, en mettant l'accent sur les compétences combinant innovation pratique et savoir-faire technique. Certaines compétitions sont réservées aux jeunes de moins de 25 ans, notamment dans les domaines du numérique et des technologies comme la construction numérique, le cloud computing et la conception industrielle. Concernant la répartition des participants par wilaya, Alger arrive en

tête, suivie par Oran, Boumerdès, Tlemcen, Batna, Blida, Skikda, Sétif, Béjaïa et Constantine. Dans son allocution prononcée à cette occasion, le ministre a révélé que l'édition de cette année verra la participation de 5 700 stagiaires à travers le pays, dont plus de 500 issus uniquement de la wilaya d'Alger. « L'Olympiade des Métiers constitue une étape importante dans le parcours de la formation professionnelle, notamment pour son rôle dans la préparation des candidats à représenter le drapeau national lors de l'Olympiade mon-

diale des Métiers qui se tiendra à Shanghai, en Chine », a souligné le ministre. Dans une perspective de rayonnement international des lauréats, le ministre a annoncé la participation de l'Algérie, pour la première fois, aux Olympiades africaines des métiers prévues en Zambie, en plus de la participation attendue aux Olympiades mondiales des métiers qui se tiendront à Shanghai, en Chine. Ces participations marquent une étape importante dans l'intégration de l'Algérie sur la carte internationale de l'excellence professionnelle, conclut-il.

BOURSE

Une délégation de la Cosob effectue une visite de travail à Oman

Par R.E.

Une délégation de cadres de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob) a effectué une visite de travail à Oman, dans l'objectif de renforcer la coopération technique et institutionnelle avec l'Autorité des services financiers du Sultanat, a indiqué la commission dimanche dans un communiqué.

Cette visite, organisée du 13 au 18 avril courant, s'inscrit dans "le cadre de la mise en oeuvre des dispositions du protocole d'accord signé entre la Cosob et son homologue omanaise, à l'occasion de la visite d'Etat effectuée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en octobre 2024", a précisé la même source. Le programme de la visite a été marqué par l'organisation d'ateliers techniques spécialisés, au cours desquels

l'expérience omanaise a été présentée, notamment en matière de stimulation des marchés financiers, d'élargissement de la base des investisseurs, de promotion des nouvelles introductions en bourse et de diversification des produits financiers, a fait savoir la Cosob.

Les discussions ont porté sur les mécanismes opérationnels de mise en oeuvre du dispositif de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent dans les marchés financiers, conformément aux standards internationaux édictés par le Groupe d'action financière (GAFI), selon le communiqué, qui a mentionné que l'accent a été mis sur les voies de modernisation du cadre réglementaire et le renforcement des outils d'analyse, de suivi et de contrôle.

Ces ateliers ont permis aux experts de l'autorité omanaise de présenter en détail le dispositif de supervision prudentiel en vigueur dans le Sultanat, ainsi que l'ar-

chitecture technologique qui soutient les plateformes de négociation, "ainsi aux cadres de la Cosob une opportunité précieuse de s'inspirer d'une expérience exemplaire", a ajouté la Commission. Dans ce contexte, la Cosob a souligné que cette visite avait pour objectif l'échange d'expertises et le renforcement de la coopération technique et institutionnelle, notamment dans les domaines du développement des marchés financiers, de la consolidation des principes de transparence et de gouvernance, ainsi que de la prévention et la lutte contre le blanchiment d'argent dans le secteur des marchés financiers.

Elle a expliqué également que cette initiative s'inscrit dans "la vision ambitieuse de la Cosob, résolument orientée vers l'ouverture aux expériences internationales, la consolidation de la coopération bilatérale, l'échange d'expertises et la valorisation des expériences réussies des

institutions homologues". Cette mission contribue aussi "à accélérer l'adaptation et le développement du marché financier algérien, en parfaite cohérence avec la dynamique des réformes engagées par l'Algérie pour renforcer son rôle dans le financement de l'économie nationale", ajoute le communiqué, assurant que "cette démarche stratégique vise à renforcer les passerelles de coopération bilatérale fructueuse avec l'autorité omanaise, en accord avec les orientations stratégiques tendant à faire du marché financier un levier de financement de l'économie nationale".

Au terme de cette visite, les deux parties ont convenu d'intensifier leur coopération future, à travers des missions techniques (présentielles ou en visioconférence), afin d'étendre les avantages de cette collaboration à davantage d'acteurs du marché financier, a-t-on encore indiqué de même source.

OUARGLA

Mise en service de 8 nouveaux distributeurs automatiques de billets

Huit (8) nouveaux distributeurs automatiques de billets (DAB) ont été mis en service dans la wilaya d'Ouargla, au titre des efforts visant la modernisation des prestations financières offertes à la clientèle, a-t-on appris samedi auprès de la direction de la poste et des télécommunications.

Il s'agit de l'installation de distributeurs automatiques de billets dans les bureaux de poste des régions de Bamendil, Bour El Haicha, Rouissat, Ziyayna, El Hedeb, Hassi Benabdallah, El our et la ville frontalière d'El Borma, ce qui permettra de répondre aux besoins des citoyens, et d'alléger la pression sur les autres bureaux De poste, a expliqué le directeur du secteur, Moussa Chaoua.

Un nouvel espace libre-service sera ouvert prochainement au niveau du siège principal d'Algérie poste dans la zone d'activités du chef lieu de la wilaya, dans le cadre du plan de développement du secteur portant la généralisation des DAB à travers la wilaya, a fait savoir le même responsable.

Avec la mise en service de ces nouveaux distributeurs automatiques de billets, le nombre global de distributeurs atteindra 39 équipements au niveau de cette wilaya, ce qui contribuera à l'amélioration des prestations à travers les bureaux de poste, notamment dans les zones reculées, a-t-il ajouté.

Le programme d'ouverture de nouveaux bureaux de poste équipés en distributeurs automatiques se poursuit, notamment à travers les quartiers et zones isolées, afin d'assurer les différents services de proximité fournis par le secteur.

AÏN TEMOUCHENT

Signature d'une convention de partenariat pour la formation de guides touristiques

La Chambre de commerce et de l'industrie de la wilaya d'Aïn Temouchent a signé, samedi, une convention de partenariat avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, visant à former des guides touristiques.

Cette convention, conclue sous la supervision du wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk OuldAbdennebi, s'inscrit dans le cadre des activités de célébration du Mois du Patrimoine, visant vise à former des guides touristiques chargés de promouvoir les sites et potentiels touristiques de la région, tout en valorisant le patrimoine matériel et immatériel local, selon les précisions fournies par le directeur de la culture et des arts de la wilaya, Abdelali-Goudid. Pour sa part, le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Rabah Bouhaf, a indiqué que cette conven-

tion prévoit une formation théorique d'une durée de 11 mois, répartie sur six modules pédagogiques en lien direct avec les missions du guide touristique. Ces modules couvrent notamment l'animation touristique, la communication, le tourisme, ainsi que le patrimoine historique et culturel, et seront encadrés par des spécialistes du domaine. Le secrétaire de la Chambre de commerce et de l'industrie d'Aïn Temouchent, Ryad Kheddami, a souligné que cette initiative se fait en coordination avec les opérateurs économiques du secteur touristique, notamment les hôteliers et les agences de

voyages, afin de permettre aux futurs guides de bénéficier de cette formation. En outre, le secteur du tourisme et de l'artisanat, en collaboration avec les partenaires locaux, œuvre à la mise en place de nouveaux circuits touristiques à dimension culturelle et civilisationnelle, à l'instar du parcours numide du royaume des Masaesyles, dans le site archéologique de Siga, situé dans la commune Emir Abdelkader. La promotion de ces nouveaux itinéraires s'appuiera notamment sur les guides touristiques et les agences de voyages, selon les mêmes sources.

MÉDÉA

Des équipes de contrôle pour lutter contre la spéculation sur la pomme de terre

Des équipes de contrôle de la direction du commerce de la wilaya de Médéa assurent, depuis plusieurs jours, l'opération de déstockage et de commercialisation de la pomme de terre d'arrière-saison supervisée par la société algérienne de régulation des produits agricoles (Sarpa), avec le concours de la direction des services agricoles (DSA), a-t-on appris, samedi, auprès de la direction du commerce.

"Le suivi et le contrôle de la chaîne de distribution de la

pomme de terre déstockée rentre dans le cadre de la régularisation du marché et de la lutte contre la spéculation sur ce produit de base très prisé par le consommateur", a fait savoir le directeur local du commerce, Khaled Amara.

"Il vise également, selon ce responsable, à assurer la disponibilité de ce produit de large consommation, protéger le pouvoir d'achat du citoyen, empêcher toute forme de spéculation sur le produit et aussi à contribuer à la stabilité des prix sur le

marché".

L'opération de déstockage menée entre la fin mars jusqu'à la mi-avril courant s'est traduite par la distribution de 884 tonnes de pomme de terre d'arrière-saison, a indiqué Khaled Amara, précisant que le volume de pomme de terre stocké au niveau des chambres froides de la wilaya s'élève à 2762 tonnes. Une quantité de 120 tonnes a été commercialisée durant cette période à travers les différents points de vente directs ouverts dans de nombreuses com-

munes de Médéa, alors qu'il a été procédé à l'acheminement de 734 tonnes vers les marchés de gros de fruits et légumes du pays, a-t-il détaillé.

L'approvisionnement en pomme de terre d'arrière-saison déstockée a ciblé aussi plusieurs points de vente situés dans les wilayas de Blida, Tizi-Ouzou, Laghouat et Ain-Defla, où près de 44 tonnes ont été livrées à des commerçants issus de ces régions pour satisfaire ainsi la demande exprimée sur ce produit de base, a-t-il conclu.

RÉGULATION AU BARRAGE DE TABELLOUT À JIJEL

Les riverains appelés à la vigilance maximale

L'administration du barrage de Tabellout, située entre les communes de Djimla et Texenna au sud-est de Jijel, procédera à l'ouverture des vannes entraînant des risques importants de crues en aval. Cette opération de régulation, visant à maintenir un niveau d'eau optimal dans le barrage, provoquera une augmentation significative du débit

de l'oued DjenDjen. Les communes de Texenna, Kaous, Djemaa Beni Habibi(Oudjana), El Emir Abdelkader et Taher seront directement concernées par la montée des eaux. Les autorités locales appellent les riverains à une vigilance absolue et déconseillent formellement toute activité à proximité de l'oued pendant cette période.

La baignade, la pêche, les activités agricoles ou les promenades le long des berges pourraient s'avérer dangereuses en raison de la force du courant et de l'imprévisibilité des crues. Une attention particulière doit être portée à la sécurité des enfants et des personnes âgées, plus vulnérables face à ces risques. Il est recommandé aux habitants de s'éloi-

gner des bords de l'oued et de ne pas tenter de traverser ou de s'aventurer dans les zones inondables. Les services de la Protection civile, en coordination avec les autorités locales, seront mobilisés tout au long de l'opération pour suivre l'évolution de la situation et intervenir si nécessaire. La population est invitée à suivre scrupuleusement les consignes

de sécurité et à se tenir informée des développements. Cette mesure préventive vise avant tout à protéger les personnes et les biens. Les autorités insistent sur l'importance d'une mobilisation collective face à cette situation potentiellement dangereuse.

ELEVAGE DU TILAPIA À BATNA

Une dynamique prometteuse

Une caravane de sensibilisation sur l'élevage du tilapia rouge a été organisée par la Direction des Services Agricoles (DSA) de Batna, avec la participation active de la Conservation des forêts.

Cette initiative visait à promouvoir l'aquaculture comme levier de développement rural dans la région. Des ateliers de vulgarisation ont été proposés aux participants pour les informer sur les conditions optimales d'élevage de ce poisson, les techniques d'installation des bassins, ainsi que les avan-

tages nutritionnels et économiques du tilapia rouge. La campagne a ciblé particulièrement les agriculteurs des communes relevant des dairas de Barika et El Djeddar, notamment ceux disposant déjà de bassins d'irrigation en géomembrane plastique. Ceux intéressés par ce programme sont invités à se présenter à une exploitation agricole modèle située à Bitam pour obtenir davantage d'informations et rejoindre l'initiative. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des facilités administratives et techniques offertes par le pro-

gramme national de développement de l'aquaculture continentale.

Les résultats sont déjà encourageants dans la wilaya, puisqu'une cinquantaine de fellahs originaires de Djeddar, Aïn Touta, Sidi Maanser et Merouana ont installé des bassins piscicoles de plus de dix mètres carrés spécialement équipés pour l'élevage de poissons d'eau douce destinés à la consommation locale. Selon l'Antenne de la Pêche et des Ressources Halieutiques (APRH) de Batna, relevant de la direction régionale de Sétif, plusieurs cen-

taines d'agriculteurs ont exprimé leur souhait d'être intégrés dans le programme aquacole, témoignant de l'intérêt croissant pour cette filière dans la région. En parallèle de ces initiatives, le barrage de KoudietMedouar et plusieurs retenues collinaires de la wilaya sont également exploités pour l'élevage de différentes espèces de poissons d'eau douce. D'après les statistiques fournies par l'APRH, la production piscicole a dépassé les vingt tonnes en 2024, confirmant le potentiel réel de cette filière dans la région.

FACE À TRUMP ET LA CHINE

La seule carte que l'Europe peut jouer : la sienne

L'Europe ne doit pas hésiter entre l'Amérique et la Chine. Elle dispose du socle pour s'affirmer comme un modèle de rationalité et de modération pour le reste du monde, analyse Dominique Moïsi.

Par Dominique Moïsi (*)

« **C**orneille peint les Hommes tels qu'ils devraient être. Racine les peint tels qu'ils sont », disait La Bruyère. A l'heure de Donald Trump, l'Europe doit-elle « faire » du Molière ou du Racine ? Pendant trop longtemps le regard des « réalistes » conduisait au défaitisme. Sur le ton du : « Nous sommes trop divisés, trop égoïstes, comment pourrions-nous être pris au sérieux par les autres ? Nous ne nous prenons pas au sérieux nous-mêmes. » Heureusement nos « limites » ne portaient pas à des conséquences trop graves. Avec la disparition de l'URSS, la menace s'était dissipée. Et la protection américaine, parfois encombrante, parfois brouillonne, demeurait ce qu'elle avait toujours été : l'assurance-vie ultime. Accepter nos limites, s'en vanter même, n'était pas si grave. L'Amérique était là. Nous pouvions nous décrire « tels qu'en nous-mêmes, l'éternité ne nous change pas » avec la précision chirurgicale de Racine. Tel n'est plus le cas aujourd'hui. L'heure est venue de passer du monde de Racine à celui de Corneille. Nous en avons les moyens, pour peu que nous en ayons la volonté. Il ne saurait être question d'échanger la protection américaine pour la protection russe. Ce serait la certitude de la vassalisation. Pas plus qu'il n'est réaliste de penser que face à l'Amérique, la Chine puisse être notre « sauveur » sur le plan commercial. Il ne s'agit pas d'équilibrer l'Amérique par la



Chine. Pékin est certes plus rationnel et prévisible que Washington : mais plus menaçant encore en matière économique.

L'Europe, fondamentalement stable

Tous ceux qui ont cru que l'élection de Donald Trump était une bonne nouvelle (moins d'impôts, plus de croissance) ne peuvent que constater leur erreur. Le chaos, l'absence de respect pour l'état de droit, constituent de graves dangers pour le modèle capitaliste libéral. Faire passer le souci de l'argent (le sien) avant celui de la liberté se révèle contre-productif. Après avoir sous-estimé les risques que représentait le retour de Donald Trump au pouvoir, rien ne serait plus dangereux que de sous-estimer les cartes de l'Europe. Il y a bientôt deux ans de cela, j'avais rencontré un milliardaire américano-chinois, qui m'avait été introduit par un

ami commun. Son propos m'avait tout à la fois surpris et rassuré. « La Chine devient un état totalitaire. L'Amérique est au bord du chaos », m'avait-il dit. « J'investis mon argent en Europe. La croissance y est moins dynamique certes, mais vous au moins demeurez fondamentalement stables. » « Quand je me regarde je me désole. Quand je me compare je me rassure », dit la sagesse populaire. L'Europe ne doit pas hésiter entre l'Amérique et la Chine. Elle doit « faire du Corneille », en se présentant, telle qu'elle devrait être, et en se pensant comme modèle. Alors que le centralisme autoritaire gagne du terrain en Chine et que la démocratie et la liberté sont menacées en Amérique, c'est l'Europe qui est le recours. Non pas la Troisième Voie, mais la Première : celle de la rationalité, de la modération ; celle de l'équilibre des pouvoirs et du respect de la justice. Depuis le 24 février 2022, et

l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Europe s'est surprise. Elle a fait preuve de beaucoup plus d'unité et de résilience, qu'elle ne l'aurait initialement pensé. Le moment est venu, en quelque sorte, de transformer l'essai. Nous en sommes collectivement capables. La Grande-Bretagne n'a jamais été plus européenne que depuis qu'elle a quitté l'Union. L'Allemagne retrouve avec Friedrich Merz, un Chancelier volontariste et dynamique. L'Italie, même populiste, de Giorgia Meloni ne choisit pas entre l'Europe et les Etats-Unis. En France, Emmanuel Macron s'est trouvé, (grâce à Donald Trump), un nouveau souffle. De l'Ukraine au Moyen-Orient, l'Europe peut apparaître comme le continent de la raison et de la fidélité à ses valeurs et ses principes. Face à une Amérique qui trahit Kiev et fait des propositions totalement irréalistes (sinon loufoques) sur l'avenir de Gaza, l'Europe est un recours, un rempart, sinon une boussole. C'est en tout cas ce qu'elle doit être. Face à une Amérique devenue folle, une Chine qui considère que son heure est venue, une Russie agressive et revancharde, un monde au bord du chaos, l'Europe a une carte unique à jouer : la sienne. Elle doit le faire sans arrogance, (l'équilibre du monde s'est déplacé vers l'Asie) mais avec la conscience qu'elle a un rôle à jouer : celui du vieux et encore dynamique sage.

(*) **Géopolitologue, conseiller spécial de l'Institut Montaigne.**
Source : Les Echos, publié le 18 avr. 2025

« Innover ou disparaître : l'Europe face à un choix existentiel »

Par Xavier Dalloz, Président de XD Consulting (*)

L'Europe se trouve à un carrefour décisif, face à des avancées technologiques majeures comme l'intelligence artificielle et la bio-ingénierie. Elle doit choisir : innover ou risquer de disparaître. L'Europe se trouve à un moment décisif de son histoire. Face à la montée en puissance des technologies disruptives, de l'intelligence artificielle à la bio-ingénierie, elle ne peut plus se permettre d'être spectatrice. Le choix est clair : innover ou disparaître. Cette alternative, défendue par Gary Shapiro, président du CES de Las Vegas, s'impose aujourd'hui comme un impératif stratégique. Dans un monde en mutation permanente, le véritable leadership repose sur l'anticipation. Il ne s'agit plus simplement de réagir à une crise, mais de détecter les signaux faibles, d'expérimenter en

continu et de cultiver une culture de l'évolution. Les entreprises qui réussissent sont celles qui savent pivoter avant même que le changement ne s'impose. Netflix, Amazon ou Tesla en sont des exemples emblématiques. À l'inverse, Kodak ou Nokia illustrent ce qui arrive à ceux qui s'accrochent au statu quo. Gary Shapiro identifie quatre types de pivot : celui des startups, qui jonglent entre intuition et rationalité ; le pivot forcé, imposé par une crise ; le pivot de l'échec, qui devient tremplin d'innovation ; et enfin le pivot du succès, le plus difficile, mais aussi le plus visionnaire. Amazon Web Services en est la preuve : oser se transformer au sommet de sa réussite qui permet de dominer des marchés nouveaux. L'Europe, quant à elle, souffre d'un syndrome de rattrapage. Trop souvent en réaction aux innovations américaines ou chinoises, elle multiplie les réglementations au lieu d'initier les ruptures. Il est temps d'en finir avec cette posture défensive.

L'Europe doit redevenir prescriptrice, non suiveuse. Cela passe par la création d'observatoires technologiques interconnectés, des fonds souverains pour l'innovation de rupture, et des zones d'expérimentation audacieuses. Il ne lui manque rien, sauf l'essentiel : la vision. Il faut également repenser nos modèles économiques, surtout nos modèles éducatifs et culturels. Ouvrir les organisations à l'intelligence collective, décroiser les disciplines, intégrer les « soft skills » dans l'éducation, valoriser l'échec et encourager le droit à l'expérimentation. Dans un monde où la connaissance est accessible à tous, apprendre et partager sont devenus des actes politiques. Enfin, l'innovation européenne doit s'allier à l'éthique. L'Europe peut incarner une voie humaniste face aux dérives potentielles du numérique. Normes sur la transparence des algorithmes, régulation co-construite avec les innovateurs, fonds pour les projets à impact : autant de leviers pour bâtir

un numérique responsable. Le basculement est en cours. Il est surtout technologique, mais aussi culturel, organisationnel, civilisationnel. L'Europe ne peut plus attendre. Elle doit retrouver l'audace d'inventer le futur. Le monde n'attend pas. C'est maintenant que tout se joue et doit avoir une vision à 20 ans pour un plan d'action à 20 semaines.

(*) *Xavier Dalloz dirige depuis plus de 30 ans le cabinet Xavier Dalloz Consulting (XDC), spécialisé dans le conseil stratégique sur l'intégration des nouvelles technologies dans les entreprises. Il enseigne également à l'ICN Business School, partageant son expertise avec les futurs leaders du numérique. Parmi ses engagements récents, il a co-organisé le World Electronics Forum (WEF) à Angers en 2017, Grenoble en 2022 et Rabat en 2024. Il a également introduit et animé le WEF lors du CES 2023 à Las Vegas, à la demande de la CTA.*
Source : La Tribune.fr

ARABIE SAOUDITE
Comment les entrepreneurs s’orientent vers les marchés publics

Alors que les jeunes entreprises approchent de l'étape critique de l'introduction en bourse, l'un de leurs plus grands défis est la transition d'une entreprise rapide, dirigée par ses fondateurs, à une entreprise qui doit répondre aux exigences rigoureuses des marchés publics. Cette transition exige souvent un changement fondamental d'état d'esprit, en particulier dans des domaines tels que la gouvernance, la discipline financière et la conformité réglementaire. Le passage d'une startup agile à une société cotée en bourse est un processus de transformation, et c'est un défi auquel de nombreuses entreprises de l'écosystème des startups d'Arabie saoudite, qui évolue rapidement, seront bientôt confrontées. Historiquement, les acquisitions stratégiques constituaient la principale stratégie de sortie pour les startups à la recherche de liquidités. Cependant, avec un nombre croissant d'entreprises en phase finale de développement qui atteignent leur taille, les introductions en bourse apparaissent rapidement comme une option viable - et de plus en plus attrayante. À mesure que le paysage entrepreneurial du Royaume mûrit, la voie des marchés publics devient un choix plus important pour les startups qui cherchent à se développer au-delà de leurs équipes fondatrices et à puiser dans les capitaux nécessaires à leur expansion. "De nombreuses startups ont des difficultés dans ce domaine parce que ce qui a fonctionné dans leurs premières années - décisions rapides, croissance agressive et structures souples - ne résistera pas à l'examen public", a déclaré Mohammed Al-Meshekah, fondateur et partenaire général d'Outliers, investisseur de la première heure dans la société saoudienne Tabby, aujourd'hui évaluée à 3,3 milliards de dollars et en passe d'être introduite en bourse. S'adressant à Arab News, M. Al-Meshekah a déclaré que "les bons investisseurs travaillent avec les fondateurs pour institutionnaliser leur entreprise sans nuire à son agilité". Il a ajouté : "Cela signifie qu'il faut resserrer la discipline financière dès le début, et non pas comme une solution de dernière minute, s'assurer que les rapports sont clairs, que l'économie des unités est durable et que l'allocation des capitaux est intentionnelle."

TUNISIE – EUROPE

Vers un partenariat textile plus fort

Le sommet Tunisie-Europe du textile, qui s’est tenu le 15 avril courant à Monastir et organisé par la Fédération tunisienne du textile et de l’habillement (FTTH), a marqué une étape décisive dans la coopération euro-méditerranéenne.

Avec la signature du mémorandum d'accord entre FTTH et la Confédération Européenne de l'Habillement et du Textile (EURATEX), une voie claire et ambitieuse a été tracée vers un partenariat textile plus fort et plus durable entre la Tunisie et l'Europe indique le Centre Technique du Textile (CETTEX).

Feuille de route stratégique

Ce mémorandum d'accord n'est pas qu'un symbole, c'est une feuille de route stratégique. De la durabilité et de la circularité à la facilitation des douanes, à la promotion des investissements et au développement des compétences, la direction est claire : construire ensemble, grandir ensemble, précise le centre.

On note, à cet effet, que les objectifs clés du mémorandum d'accord s'articulent principalement autour du renforcement du dialogue réglementaire et commercial, de la facilitation des initiatives B2B et les investissements transfrontaliers et du soutien de l'intégration des constructeurs tunisiens dans la chaîne de valeur européenne. En outre les objectifs du mémorandum portent sur la promotion de la durabilité, l'innovation et la transition textile verte, le renforcement des compétences, l'échange de technologies et l'alignement sur les normes européennes en évolution.

Ouverture de puissantes opportunités

Pour l'industrie tunisienne du textile et de l'habillement, ce partenariat ouvre de puis-

santes opportunités notamment en termes de visibilité et compétitivité accrues sur le marché européen et en ce qui concerne l'accès plus facile aux programmes de coopération et aux financements de l'UE. On vise également, un alignement plus fort avec des modèles de production circulaire et durable et surtout, une voix plus forte et plus influente pour façonner l'avenir du secteur. Le sommet a été marqué par la présence et le soutien particulièrement crucial de Fatma ThabetChiboub, ministre de l'Industrie, de l'énergie et des mines, Aïssa Moussa, Gouverneur de Monastir, Giuseppe Perrone, Ambassadeur de l'Union européenne, Joséphine Frantzen, Ambassadrice des Pays-Bas, Alessandro Prunas, Ambassadeur d'Italie et Mario Jorge Machado, Président d'EURATEX.

OMAN

L’Emirat Officialise son Plan pour le Climat

Oman annonce, par le Ministère de l'Énergie et des Minéraux, la création de la société Oman Hydrogen LCC, sa société d'hydrogène. Oman créera officiellement dimanche, Oman Hydrogen LLC, sa société d'hydrogène. La conférence abordera le détail des directives concernant les objectifs à atteindre en matière d'émissions nettes zéro de carbone. En effet, le Sultanat devrait fixer ses objectifs d'ici à l'horizon 2050.

Salim Nasser Al Afi, ministre de l'Énergie et des Minéraux, dévoile le nouvel engagement du Sultanat en faveur du climat. Ainsi, Oman s'engage à inscrire ses efforts, conformément aux objectifs de l'accord de Paris. En outre, le Sultanat créé l'Oman Center for sustainability, qui supervisera les programmes liés à la neutralité carbone. Oman cherche à accélérer la mise en place de procédures visant à réglementer le secteur de l'hydrogène dans le pays. Il s'agit notam-

ment de définir le cadre juridique et les politiques nécessaires à la croissance du secteur. En outre, l'objectif est d'attribuer des sites propices afin d'attirer les investissements. Le ministre de l'Énergie et des Minéraux, Salim Nasser Al Afi, déclare : « L'hydrogène renouvelable se présente comme un vecteur clé qui permet à Oman de poursuivre ses objectifs de décarbonisation, d'économie et de sécurité énergétique.

Grâce aux abondantes ressources d'énergie renouvelable dont Oman est doté et à la structuration appropriée du secteur, Oman se positionne comme l'une des nations les plus attractives pour produire de l'hydrogène renouvelable de manière compétitive et à grande échelle. » Le Sultanat souhaite devenir l'un des leaders de l'hydrogène renouvelable au niveau mondial. Ainsi, le pays vise une production d'un million de tonnes par an d'ici 2030.

MAURITANIE

Ouverture d’un atelier de sensibilisation sur les médias numériques

Le wali adjoint du Trarza, M. Sidi Mohamed SidineNemine, a supervisé ce samedi à Rosso l'ouverture d'un atelier de sensibilisation sur les médias numériques et les réseaux sociaux, organisé par l'Union des Femmes Journalistes de Mauritanie (UJM) en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Dans le discours qu'il a prononcé à cette occa-

sion, le wali adjoint a souligné la prise de conscience par les pouvoirs publics de l'importance des médias numériques dans le processus de modernisation et d'actualisation, comme en témoigne la création du ministère de la transformation numérique et de la modernisation de l'administration, dans le but d'améliorer la performance administrative et de rapprocher les services des citoyens.

Il a fait remarquer que l'utilisation incontrôlée des réseaux sociaux peut comporter des risques multiples, soulignant que l'organisation de cet atelier représente une contribution précieuse de l'Union des Femmes Journalistes de Mauritanie pour sensibiliser les utilisateurs de l'espace numérique à la nécessité d'être responsables et de prendre les précautions nécessaires pour éviter les effets négatifs.

BANQUE NATIONALE DU QATAR

Les principaux indicateurs économiques laissent présager un fort ralentissement de l’économie américaine

La Banque Nationale du Qatar (QNB) s'attend à ce que l'économie américaine connaisse un ralentissement significatif, avec une croissance du produit intérieur brut atteignant 1,4 % cette année, contre 2,8 % en 2024. La banque a déclaré dans son rapport hebdomadaire que l'incertitude est restée élevée ces derniers mois en raison de l'adoption rapide par la nouvelle administration américaine d'une approche audacieuse de « changement de politique », avec des conséquences potentiellement importantes pour les consommateurs et les investisseurs. Il a été noté que même en temps normal, lorsque les gouvernements adoptent une approche plus « habituelle », il est très difficile d'extra-

poler grand-chose à partir de l'élaboration des politiques américaines. Le rapport ajoute que sous l'administration du président Donald Trump, qui cherche à « revoir et ajuster les politiques », il est extrêmement difficile de mener une analyse plus complète des politiques économiques et de leur impact sur la croissance et l'inflation. La banque a donc tourné son attention vers les marchés pour analyser l'impact des évolutions et des tendances générales des principales classes d'actifs sur l'économie américaine. La banque a souligné que les marchés financiers constituent une source essentielle pour surveiller la santé globale de l'économie américaine à court et moyen terme, car ils reflètent les

décisions d'investissement réelles prises par des agents informés qui cherchent continuellement à prédire les développements futurs ou à anticiper leur impact potentiel. Le rapport indique que les mouvements de prix dans les différentes classes d'actifs renforcent la détérioration générale des perspectives de ralentissement de la croissance économique, malgré un certain optimisme lié à la possibilité de réductions d'impôts ou de la suppression de certaines restrictions réglementaires, soulignant que trois facteurs principaux soutiennent cette tendance. La banque a expliqué que le premier facteur est constitué par les signaux du marché boursier reflétant un changement significatif du sentiment, de l'opti-

misme à la prudence, dans un contexte de risques croissants pesant sur les perspectives de croissance des bénéfices. Il a été noté que les deux principaux indices boursiers américains, le S&P 500 et le Nasdaq 100, ont enregistré des baisses importantes par rapport à leurs récents sommets. Dans ce contexte, le rapport note qu'en examinant de plus près le marché boursier et en comparant les performances de divers secteurs et facteurs, il devient clair que le capital se déplace vers des positions plus défensives, privilégiant les actions de valeur par rapport aux actions de croissance, et privilégiant les actions des services publics par rapport aux actions cycliques.

CORRIDOR DE LOBITO

Les USA prévoient d’investir dans les infrastructures situées en RDC

Dans un contexte de recomposition des échanges mondiaux, la maîtrise des corridors commerciaux stratégiques constitue un enjeu majeur. Alors que la Chine réhabilite la voie ferrée Tazara, les USA investissent dans le corridor de Lobito, notamment pour le contrôle des routes de minerais critiques.

Massad Boulos, le conseiller principal de Donald Trump pour l’Afrique a déclaré lors d’un point de presse sanctionnant le jeudi 17 avril 2025 une tournée en République démocratique du Congo, au Kenya, en Ouganda et au Rwanda, que les USA vont poursuivre leur appui au corridor de Lobito. Le projet est de développer un réseau ferroviaire et routier reliant les régions riches en minerais de la RDC au port atlantique de Lobito en Angola. Selon lui, ce soutien portera notamment sur les infrastructures du côté congolais. « Nous discutons actuellement avec l’administration Félix Tshisekedi pour travailler sur le côté congolais en ce qui concerne les chemins de fer, les autoroutes, mais aussi les projets énergétiques, y compris les barrages et les projets hydroélectriques » relaie Bankable. Ces chantiers visent à faciliter l’extraction, le traitement et l’exportation des ressources minières stratégiques congolaises, en parti-

culier vers les USA. Pour la RD Congo, l’amélioration des infrastructures pourrait également contribuer à stabiliser les activités minières, créer des emplois et soutenir les efforts de paix en réduisant les tensions liées à la pauvreté et à la marginalisation économique dans l’est du pays. Cette annonce survient dans un contexte de réduction des budgets de l’aide au développement international par la nouvelle administration Trump, en fonction depuis janvier 2025. Aucun montant précis n’a été mentionné quant à l’ampleur de l’engagement financier américain dans le corridor. L’engagement des USA sur le corridor s’inscrit aussi dans un rôle croissant de médiation dans le conflit opposant le groupe rebelle M23, soutenu par le Rwanda, aux forces congolaises. Massad Boulos a salué les progrès enregistrés lors des discussions récentes entre la RDC et le M23 au Qatar, et a évoqué les efforts américains en faveur d’un accord de paix.

Ces négociations s’accompagnent de pourparlers sur un accord minier supposé stimuler les investissements privés américains en RDC et garantir l’accès des États-Unis aux minerais stratégiques du pays. Les contours de cet accord restent toutefois à définir. Grâce notamment à l’accord « minerais contre infrastructures » porté par la Sicomines, les entreprises chinoises sont assez présentes dans le développement des infrastructures en RDC. Elles contrôlent aussi 80% de l’activité minière dans le pays. « En ce qui concerne les autres entreprises, acteurs ou pays déjà présents et opérant là-bas, il ne nous appartient pas d’interférer dans ce qu’ils font. Nous poursuivons nos propres projets et facilitons les investissements de nos propres entreprises. Et le temps dira. Je pense que très bientôt, le peuple congolais réalisera qui sont leurs meilleurs partenaires » a déclaré Massad Boulos.

TOGO

L’agence S&P relève la note souveraine à B+

L’agence S&P a relevé la note du Togo de B à B+, saluant une croissance soutenue, une meilleure gestion budgétaire et une diversification des financements. Le pays mise sur l’essor du port de Lomé, l’industrialisation et des investissements stratégiques pour maintenir une

croissance autour de 6%. L’agence de notation S&P Global Ratings a relevé le vendredi 18 avril la note souveraine du Togo de B à B+ avec une perspective stable. Cette révision positive survient dans un contexte de croissance robuste et de maîtrise progressive des finances publiques, ainsi que

d’une volonté affichée de diversifier les sources de financement de l’État. Selon S&P, l’économie togolaise devrait enregistrer une croissance annuelle moyenne de 6% entre 2025 et 2028, soit un rythme supérieur à celui des pays à développement comparable.

NIGERIA

Un projet de fer et d’aciérie à 1,4 milliard de dollars dans l’impasse

A 200 km de la capitale Abuja, Agbaja s’est positionné au début des années 2020 comme l’un des projets susceptibles de transformer le visage du secteur minier du Nigeria, qui représente à peine 1 % du PIB. Alors que nous entrons bientôt dans la seconde moitié de cette décennie, son propriétaire australien Macro Metals cherche désormais à se débarrasser d’un actif dont la valeur actuelle nette était estimée à 1,4 milliard de

dollars en 2022. En juillet 2022, la compagnie minière Macro Metals (alors connue sous le nom de Kogilron, du nom de l’État nigérian de Kogi qui abrite son projet phare) publie une étude de faisabilité actualisée pour Agbaja. Cette dernière estime qu’il faut investir 557 millions de dollars dans une mine de fer et une aciérie intégrée, afin de produire en moyenne 500 000 tonnes de billettes d’acier par an sur une durée de vie de 25

ans. Le projet affiche alors une valeur actuelle nette de 1,4 milliard de dollars, ainsi qu’un taux de rentabilité interne de 33 %. L’investissement nécessaire est récupérable au bout de quatre ans seulement, le tout après impôts. A ce moment-là, Kogilron est convaincue son projet « permettra à l’économie la plus importante et la plus dynamique d’Afrique de réduire sa dépendance à l’égard des produits sidérurgiques importés ». La

compagnie y concentre son attention et multiplie les levées de fonds pour amener le projet à la phase de construction. Près de trois ans après cette étude pourtant, aucune avancée concrète n’a été enregistrée dans le développement d’Agbaja. Dans une mise à jour publiée le 31 janvier dernier, la compagnie confirme qu’une équipe de conseillers est engagée pour trouver un repreneur ayant les compétences et ressources nécessaires pour déve-

lopper l’actif. « La poursuite de l’engagement de ressources dans son projet sidérurgique intégré d’Agbaja, situé dans l’État de Kogi, en République du Nigeria, ne correspond pas à l’objectif stratégique de la société, qui est de devenir un producteur de minerai de fer basé dans la région de Pilbara [cœur stratégique du minerai de fer en Australie avec plus de 90 % de la production nationale, Ndrlr] », réaffirme alors la société.

BÉTAIL

Le Nigéria compte doubler la taille de son cheptel d’ici 2035

Au Nigéria, l’élevage représente environ 9 % du PIB agricole. Désireux de renforcer cette contribution à l’économie nationale, le gouvernement entend faire de l’industrie des aliments pour animaux l’un des piliers de sa nouvelle stratégie de développement du secteur. Au Nigéria, le gouvernement ambitionne de faire passer à environ 400 millions, le nombre de têtes du cheptel national au cours des 10 prochaines années. C’est ce qu’a révélé Idi Maiha, ministre du Développement de l’élevage, le mardi 15 avril. Cet objectif représente plus du double de

la taille du cheptel, principalement constitué d’ovins, caprins et bovins, qui était évalué à 166 millions de têtes en 2021. Selon le responsable, une telle croissance permettrait également de plus que doubler la contribution du secteur de l’élevage au PIB, à 74 milliards \$ d’ici à 2035 contre 32 milliards \$ actuellement. Dans le cadre de cette ambition, les autorités comptent principalement sur la mise en œuvre d’une politique nationale en cours d’élaboration pour développer la production d’aliments et fourrages en vue de soutenir les éleveurs. L’intention affichée par le gouverne-

ment est de résoudre l’insuffisance de l’offre, le mauvais contrôle de la qualité, la faiblesse du cadre réglementaire et la participation limitée du secteur privé dans l’industrie des aliments pour animaux. « Cette nouvelle politique représente une réponse stratégique et inclusive à ces défis. Elle propose un cadre exhaustif pour améliorer la production d’aliments et de fourrages, stimuler les investissements, soutenir la recherche et le développement, assurer le respect des normes de qualité et améliorer la coordination entre les parties prenantes », explique M. Maiha. « Il s’agit

de la première politique du pays qui encadrera la production, la transformation, la commercialisation et l’utilisation des aliments et fourrages au Nigéria », souligne pour sa part Winnie Lai-Solarin, directrice du développement des ruminants et monogastriques au sein du ministère du Développement de l’élevage. Alors que les aliments et fourrages représentent plus de 70 % des coûts de production dans l’élevage, l’enjeu ne sera pas seulement d’assurer une production en quantité suffisante, mais aussi d’en faciliter l’accès aux éleveurs.

SÉNÉGAL

Voltalia et Entech sur un projet de centrale solaire de 60 MW avec 90 MWh de stockage

Un nouveau projet d’énergie solaire avec stockage va voir le jour dans le sud du Sénégal. Il est porté par AXIAN Energy, avec Voltalia et Entech en charge de sa réalisation.

Le groupe français Voltalia a annoncé ce vendredi 18 avril la signature d’un contrat d’ingénierie, d’approvisionnement et de construction (EPC) en collaboration avec Entech smart energies, pour le compte d’AXIAN Energy. Le projet est celui d’une centrale solaire de 60 MW, couplée à un système de stockage en batteries de 90 MWh, dans la région de Kolda en Casamance. L’infrastructure deviendra l’une des plus importantes de la sous-région à associer solaire et stockage. Son développement s’inscrit dans la stratégie énergétique du Sénégal, qui vise 40% de capacité énergétique renouvelable installée d’ici 2030. La mise en service est prévue pour 2026.

Le projet avait déjà été présenté en novembre 2024 par AXIAN Energy comme le plus grand complexe solaire avec stockage en Afrique de l’Ouest. Il était alors question d’un système de 60 MW couplé à 72 MWh de batteries, financé à hauteur de 84 millions d’euros par EAAIF, FMO et DEG. Selon AXIAN, il devrait alimenter environ 235 000 personnes dans la région de Kolda. Encore peu répandus dans la région, les projets hybrides à grande échelle marquent une étape importante dans la modernisation des réseaux électriques. En combinant production solaire et stockage, le Sénégal renforce la fiabilité de son système et accélère sa transition vers un mix énergétique plus durable.

UNE SEMAINE EN BOURSE

Le recap du 14 au 18 avril

La Bourse de Paris commence bien la semaine, profitant d'un effet d'aubaine des investisseurs qui reviennent vers les actions après l'annonce de Donald Trump d'une exemption provisoire de surtaxes douanières sur les produits de la tech. En pleine guerre commerciale avec Pékin, les États-Unis ont en effet finalement accordé une exemption de surtaxes sur les produits high-tech, smartphones et ordinateurs en tête, ainsi que sur les semi-conducteurs.

Ils imposaient depuis la semaine dernière les produits chinois à 145%, dans le cadre d'une vaste offensive protectionniste lancée par Washington début avril, qui rend les marchés très volatils. Pékin a riposté en faisant bondir ses droits de douane à 125% depuis samedi. Le secteur de la tech a profité de l'annonce des exemptions temporaires de surtaxes douanières aux États-Unis.Soitec a terminé en hausse de 5,55% à 46,00 euros et STMicroelectronics de 2,17% à 17,97 euros. La Bourse de New York a suivi la même tendance : le Dow Jones a avancé de 0,78%, l'indice Nasdaq de 0,64% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,79%. Le rendement des emprunts d'Etat américains à dix ans s'est franchement détendu lundi, à 4,38% vers 20H20 GMT contre 4,49% vendredi en clôture. Au tableau des valeurs, les constructeurs automobiles ont été recherchés, à l'image de Ford (+4,07%), General Motors (+3,46%) et Stellantis (+5,64%), après que Donald Trump a assuré qu'ils avaient "besoin d'un peu de temps" pour relocaliser leur production aux États-Unis. "Je cherche une solution pour aider certains constructeurs automobiles qui se tournent vers des pièces fabriquées au Canada, au Mexique et ailleurs", a ajouté le président américain.

Mardi 15 avril

La Bourse de Paris a clôturé en petite hausse, sur fond de fortes incertitudes quant à la politique protectionniste de Donald Trump, avec d'un côté une réflexion quant à d'éventuels droits de douane sur la pharmacie et les semi-conducteurs et de l'autre, des propos plus rassurants concernant l'automobile. Stellantis (Peugeot, Fiat, Chrysler) a logiquement profité des perspectives de revirement, terminant en hausse de 6,55% à 8,33 euros l'action. Les équipementiers ont suivi la dynamique, à l'image de Forvia (+5,75% à 6,03 euros) et de Valeo (+6,87% à 8,18 euros). Le groupe de luxe français Hermès est passé en première position du CAC 40 en termes de capitalisation boursière, détrônant son rival LVMH , qui dévisse au lendemain de la publication de résultats trimestriels décevants. Aux Etats-Unis, c'est la baisse qui l'a emporté : l'indice Dow Jones a cédé 0,38%, à 40.368,96 points et le Nasdaq Composite a terminé presque stable. En hausse en début de séance, les principaux indices de Wall Street ont finalement reculé, illustrant le climat d'incertitude sur les marchés alors que le président américain Donald Trump multiplie les annonces commerciales. Alors que la saison des résultats trimestriels vient de s'ouvrir, il est attendu que les dirigeants d'entreprises se montrent prudents dans leurs

prévisions, voire réticents à en communiquer, dans ce contexte commercial faisant planer un flou sur les perspectives. Les résultats trimestriels solides de grandes banques américaines ont porté le secteur financier, à l'image de Bank of America, en nette hausse mardi après des résultats supérieurs aux attentes sur la période janvier-mars. En revanche, le secteur de la santé a décliné, plombé par le repli Merck & Co et de Johnson & Johnson's, dont les ventes trimestrielles décevantes d'instruments médicaux ont fait oublier aux investisseurs un bénéfice supérieur aux attentes au premier trimestre. Par ailleurs, le Dow Jones a été plombé notamment par le recul de 2,4% de Boeing après que Bloomberg a rapporté que la Chine a demandé à ses compagnies aériennes de ne plus accepter de livraison de la part du groupe américain en réponse aux droits de douane de 145% imposés par les États-Unis.

Mercredi 16 avril

Après avoir passé l'ensemble de la séance en territoire négatif, la Bourse de Paris a pratiquement retrouvé son point d'équilibre dans les dernières minutes de cotation. L'indice parisien est porté par TotalEnergies (+2,1%), Bouygues (+1,9%) ou encore Kering (+1,7%) mais pénalisé par Publicis (-4%), Michelin (-1,6%) ou encore Renault (-1,6%). La Bourse de New York a terminé, elle, en nette baisse lestée par les perspectives moroses de la banque centrale américaine (Fed) quant à l'état de santé de l'économie des États-Unis, et par l'escalade dans la guerre commerciale entre Pékin et Washington. L'indice Nasdaq, où se concentre le secteur technologique, a plongé de 3,07%, l'indice élargi S&P 500 a perdu 2,24% et le Dow Jones a reculé de 1,73%. Déjà dans le rouge à l'ouverture, la place américaine a été plombée de plus belle par les propos du patron de la Fed, Jerome Powell, qui a estimé que les droits de douane voulus par le président américain Donald Trump placent la banque centrale face à une situation "compliquée dans laquelle nos deux objectifs sont en tension". En outre, le secteur des semiconducteurs, déjà miné par mercredi par la guerre commerciale lancée par Trump, s'est aussi enfoncé de plus belle après le discours de M. Powell. Les géants du secteur des semiconducteurs Nvidia et AMD ont plongé de plus de 10% à Wall Street en séance, avant de terminer respectivement à -6,87% et -7,35%. Nvidia a perdu près d'un quart de sa valorisation depuis l'investissement de Donald Trump, fin janvier. Taiwan Semiconductor Manufacturing (TSMC) a perdu 3,60% et Broadcom 2,43%.

Jeudi 17 avril

La Bourse de Paris a terminé en recul mais sur l'ensemble de la semaine, l'indice gagne toutefois 2,55%. Les marchés seront fermés vendredi et lundi, pour cause de week-end de Pâques. Pékin et Washington continuent de se renvoyer la balle sur les droits de douane, alimentant l'incertitude sur l'issue d'une guerre commerciale qui devrait provoquer un recul des échanges mondiaux et une hausse de l'inflation aux Etats-Unis. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne (BCE) a abaissé ses taux jeudi pour la sixième fois d'affilée, espérant contrer l'effet des tensions commerciales qui menacent la croissance en zone euro. Le taux de dépôt, qui fait référence, a été abaissé de 25 points de base, à 2,25%. Le groupe de luxe français Hermès et le géant français du luxe LVMH sont au coude-à-coude pour la place de première capitalisation boursière du CAC 40, mais aussi de société de luxe la plus valorisée au monde. La Bourse de New York a fini en ordre dis-

persé : l'indice Dow Jones a cédé 1,33% à 39.142,23 points, le S&P 500 a pris 0,13% à 5.282,70 points et le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 0,13% à 16.286,45 points. Un certain optimisme a gagné les traders après que le président américain Donald Trump a évoqué de "grands progrès" dans les discussions commerciales entre Washington et Tokyo, au lendemain d'un net repli des principaux indices de Wall Street. Le chef de la Maison blanche a également déclaré devant la presse qu'il s'attendait à conclure un accord avec la Chine, sans toutefois donner de quelconques indications sur de potentielles négociations entre les deux plus grandes puissances économiques mondiales, engagées dans une guerre commerciale. Par ailleurs, Donald Trump s'en est de nouveau pris jeudi au président de la Réserve fédérale (Fed), Jerome Powell, déclarant via les réseaux sociaux qu'il était impatient que ce dernier ne soit plus en fonction et réclamant une nouvelle fois que la Fed baisse les taux d'intérêt.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Avril 2025

Valeur : 22 Avril 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3188	132.3338
1	EUR	EURO		150.4465	150.4768
1	GBP	POUND STERLING		175.4659	175.6022
100	JPY	JAPANESE YEN		92.9205	92.9572
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1202	18.1237
1	CHF	SWISS FRANC		161.6404	161.7377
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.4199	95.4652
1	DKK	DANISH KRONE		20.1463	20.1526
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7351	13.7483
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6237	12.6374
1	AED	UAE DIRHAM		36.0237	36.0298
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2634	35.2711
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.4275	431.7579
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.9754	44.4174
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2562	14.2578
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.1097	24.2334
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3139	3.3241
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.2194	179.2194

ETATS-UNIS

Donald Trump peut-il évincer Jerome Powell ?

Hier, le conflit entre Donald Trump et Jerome Powell a repris de plus belle. Le président américain estime que la Fed devrait baisser plus rapidement ses taux directeurs. Il a également réitéré ses menaces de démettre Jerome Powell de ses fonctions. Une perspective qui paraît peu probable d'un point de vue juridique, et qui serait surtout dangereuse pour la stabilité des marchés. Donald Trump met à nouveau la pression sur la Fed. Dans un message publié hier sur son réseau Truth Social, il a une nouvelle fois appelé le président de la Fed, surnommé "Too late" ("trop tard") Jerome Powell, à baisser les

taux d'intérêt. Le président américain a aussi indiqué que le départ de Jerome Powell "ne saurait arriver assez vite." Une menace à peine voilée, confirmée quelques heures plus tard par ses déclarations dans la Bureau Ovale, aux côtés de la première ministre italienne, Giorgia Meloni : "Je ne suis pas content de lui. Si je veux qu'il parte, il partira très rapidement, croyez-moi." Donald Trump souhaite voir la Fed baisser ses taux afin de réduire les taux des prêts hypothécaires et sur les cartes de crédits pour les Américains, et ainsi stimuler la croissance.

De son côté, Jerome Powell a estimé mercredi avoir besoin de "plus de clarté avant d'envisager tout ajustement". En effet, la politique tarifaire pourrait avoir un impact négatif sur la croissance et également relancer l'inflation.

L'indépendance de la Fed en jeu

C'est un nouvel épisode d'une bataille que se livrent les deux hommes depuis le premier mandat de Donald Trump. Pourtant, en 2018, c'est lui qui avait nommé Jerome Powell à la tête de la Fed. Cet affrontement traduit le fait que le concept d'indépendance de

la Fed ne correspond pas tout à fait à la vision du président Trump. A plusieurs reprises, il a déclaré avoir "son mot à dire" dans les décisions de la Fed. La question que beaucoup se posent désormais est de savoir si Donald Trump peut écarter Jerome Powell. En janvier, lors de la conférence de presse suivant la réunion du comité de politique monétaire de la Fed, ce dernier avait déclaré qu'il ne démissionnerait pas si le président le lui demandait. Il estime également que le président n'a pas le pouvoir de le licencier. En effet, Jerome Powell peut s'appuyer sur une jurisprudence de la

Cour Suprême de 1935 qui établit qu'il faudrait pour cela un motif sérieux. Juridiquement, il semble difficile de démettre Jerome Powell de ses fonctions. Mais en même temps, on constate depuis plusieurs semaines que cette administration a une volonté de s'affranchir des règles pour faire avancer son agenda. Ce qui est périlleux ici, c'est que Jerome Powell n'est pas n'importe quel fonctionnaire et que son licenciement constituerait une remise en cause de l'indépendance de la banque centrale. Une remise en cause qui créerait de l'instabilité sur les marchés. Et c'est cette perspective qui devrait retenir Donald Trump.

GUERRE COMMERCIALE

Les États-Unis risquent de céder le marché des puces à la Chine

Selon certains experts, les nouvelles restrictions imposées aux géants américains des puces constituent une «victoire importante» pour Pékin.

Le gouvernement de Donald Trump essaie de freiner les progrès de la Chine dans l'intelligence artificielle (IA) en empêchant les entreprises américaines d'y exporter leurs puces, mais les Etats-Unis ont tout à perdre avec ces mesures, selon des experts. «Le pays va souffrir encore plus que les entreprises individuelles», estime Jack Gold. Pour cet analyste indépendant et d'autres experts, les nouvelles restrictions imposées aux géants américains des puces constituent une «victoire importante» pour Pékin. Privée des semi-conducteurs américains nécessaires pour développer les technologies d'IA, la Chine n'aura plus d'autre choix que de redoubler ses efforts pour concevoir ses propres puces de pointe. «Une fois qu'elle sera compétitive, elle commencera à vendre dans le monde entier. Et il sera ensuite très difficile de récupérer le marché, une fois que la chaîne d'approvisionnement aura changé», explique-t-il à l'AFP. «C'est un véritable gâchis.» «C'est le moyen le plus rapide de céder le leadership américain en matière de microprocesseurs», abonde un autre expert indépendant du secteur, Rob Enderle. Sous Joe Biden, Washington avait déjà encadré les exportations des semi-conducteurs les plus sophistiqués vers la Chine, pour préserver l'avance de l'industrie américaine, et empêcher Pékin de développer certaines applications militaires. «Il y a une différence entre des contrôles à l'export et le blocage total dont parle Donald Trump à présent», souligne Jack Gold.

«Cela n'a aucun sens»

Les nouvelles restrictions concernent notamment les puces H20, conçues spécialement par Nvidia pour être vendues en Chine en respectant la loi. La décision de la Maison Blanche vient notamment du succès de la start-up chinoise DeepSeek, qui a réussi à construire des modèles d'IA comparables à ceux d'OpenAI (ChatGPT) et des autres leaders américains, avec des composants moins sophistiqués et en moins grand nombre (dont les H20). Donald Trump «pense sans doute que si nous compliquons la tâche de la Chine, et d'autres pays, nous allons gagner comme par magie», soupire Jack Gold. «Cela n'a aucun sens». «La bonne façon de procéder, à mon avis, est de favoriser les entreprises américaines, plutôt que de les pénaliser», freinant ainsi leurs propres investissements en recherche et développement, ajoute-t-il. Jensen Huang, le patron de Nvidia, avertit régulièrement que la concurrence chinoise progresse rapidement. Lors d'une visite à Pékin jeudi, il a déclaré à des hauts responsables vouloir «continuer à être très présent en Chine», un «marché très important» pour sa société. En 2024, Nvidia a réalisé 17 milliards de dollars de ventes en Chine, soit 13% de son chiffre d'affaires mondial.

Les États-Unis n'ont pas «la main-d'œuvre qualifiée»

Les restrictions s'inscrivent dans le contexte de la guerre commerciale déclenchée par les Etats-Unis dans l'espoir de relocaliser la production industrielle, notamment celle des composants électroniques essentiels. Donald Trump «dit qu'il va ramener les usines aux Etats-Unis. Cela ne va pas marcher. Mais mettons qu'il ait raison. Il faut entre 20 et 40 milliards de dollars pour construire une nouvelle fonderie et cela prend 3-4 ans. D'ici là, on paye des surtaxes ?!», interroge Jack Gold. Dans un effort de conciliation, Jensen Huang a déclaré cette semaine que Nvidia allait fabriquer des puces pour les superordinateurs d'IA entièrement aux États-Unis pour la première fois. Mais les Etats-Unis «ne disposent pas du tout de la main-d'oeuvre qualifiée», intervient Jacob Bourne, analyste d'Emarketer. Et cette situation risque de ne pas s'arranger «avec les politiques anti-immigration de l'administration Trump». La production de puces nécessite en outre des matières premières, telles que les terres rares, un secteur où la Chine a toutes les cartes en main. «Certes, il y a des gisements aux Etats-Unis», note l'expert. Mais le pays ne dispose pas de l'expertise, ni des infrastructures minières, qui vont coûter plus cher à cause des droits de douane. Et leur exploitation à des conséquences pour l'environnement, continue-t-il. «On peut donc s'attendre à des réticences».

BUDGET 2026 FRANCE

La ministre des comptes publics n'exclut pas de faire contribuer les retraités

Le gouvernement doit trouver 40 milliards d'économies pour le Budget 2026. Dans ce contexte, la ministre des Comptes publics n'écarte pas la possibilité de supprimer l'abattement fiscal de 10% dont bénéficient les retraités. La ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin n'a pas écarté ce samedi 19 avril la possibilité de supprimer l'abattement fiscal dont bénéficient les retraités, estimant "que ce n'est pas votre âge qui doit définir votre contribution", dans Le Parisien. Les retraités peuvent, comme les actifs, diminuer de 10% leurs revenus au moment de leur déclaration. Interrogée par Le Parisien sur l'éventualité d'une suppression de cet abattement, Amélie de Montchalin a indiqué que,

"dans le cadre du conclave" sur les retraites, les "partenaires sociaux regardent l'ensemble des sujets", y compris "les avantages pour les retraités". "Je pense, à titre personnel, qu'on ne peut pas indéfiniment mettre à contribution les actifs pour financer les nouvelles dépenses sociales liées au vieillissement", a-t-elle avancé. "Ce n'est pas votre âge qui doit définir votre contribution, mais aussi les moyens dont vous disposez."

Un abattement "aberrant" pour le Medef

Le gouvernement cherche à supprimer des niches fiscales dans le cadre du budget 2026 pour tenter de réduire le déficit public, qui s'est creusé à

5,8% du produit intérieur brut (PIB) en 2024. L'abattement fiscal pour les retraités a été introduit en 1978 dans l'objectif de les mettre à égalité avec les actifs qui bénéficient eux aussi d'une déduction fiscale automatique de 10% de leurs revenus au moment de leur déclaration, pour frais professionnels. Supprimer l'abattement sur les revenus des retraités entraînerait pour certains l'augmentation de leur impôt sur le revenu et ferait que d'autres, qui sont non-imposables aujourd'hui, le deviendraient. Le président du Conseil d'orientation des retraites (COR), Gilbert Cette, s'est dit en janvier favorable à la suppression de cet abattement fiscal, rejoint ensuite par le président du Me-

def Patrick Martin. "Qu'un retraité bénéficie d'une exonération fiscale pour des frais professionnels", "pour 4 milliards et demi d'euros par an", c'est "contre-nature" et "aberrant", selon le dirigeant de la première organisation patronale. Mais pour l'UNSA-Retraités, "l'abattement de 10% appliqué à la fiscalité des retraités n'a rien à voir avec la déduction fiscale pour frais professionnels" des actifs, écrivait-elle dans un communiqué en mars. Sa suppression "augmenterait la contribution fiscale de 8,4 millions de retraités, soit la moitié de l'ensemble des retraités, et dans cette moitié, tous ne sont pas riches", avait ajouté l'UNSA-Retraités.

DANEMARK

Copenhague peine à atteindre ses objectifs de stockage de gaz pour l'hiver 2024-2025

Malgré des efforts significatifs, les réserves de gaz danoises ont atteint 93,76 % fin 2024, en deçà des exigences européennes. Début 2025, elles sont tombées à 59,2 %, exposant le pays à des défis énergétiques majeurs. Le Danemark a conclu l'année 2024 avec des réserves de gaz atteignant 93,76 % de sa capacité totale, soit environ 9,21 TWh, selon les données de Trading Economics. Bien que cette performance ait dépassé l'objectif minimal de 90 % im-

posé par l'Union européenne, elle est restée inférieure à la recommandation de 95 % pour garantir une sécurité énergétique optimale durant l'hiver. Des objectifs européens stricts pour sécuriser l'hiver L'Union européenne exige de ses États membres qu'ils remplissent leurs installations de stockage de gaz à au moins 90 % avant le 1^{er} novembre. Cette politique vise à renforcer la résilience énergétique collective face aux tensions sur le marché, exacerbées par des facteurs

géopolitiques et climatiques. Pour le Danemark, cet objectif représente un minimum de 9,33 TWh de gaz stocké. Le seuil recommandé, fixé à 95 %, équivalait à 9,85 TWh. Malgré des progrès notables, le pays n'a pas pu atteindre ce niveau en raison de contraintes spécifiques. Les raisons d'un retard persistant Le Danemark a invoqué plusieurs facteurs pour justifier ce résultat mitigé. Parmi eux figurent des retards dans la maintenance des infrastructures de

stockage et une production locale de gaz insuffisante. Ces difficultés ont été communiquées à la Commission européenne, dans un dialogue constant pour expliquer les écarts par rapport aux objectifs. Cependant, la situation s'est aggravée début 2025. Au 1^{er} janvier, les réserves de gaz danoises étaient tombées à 59,2 %, soit environ 6,14 TWh. Ce niveau, bien inférieur aux seuils recommandés, expose le pays à des risques importants pour le reste de l'hiver.

DIPLOMATIE, DROITS DE DOUANE, FRONTIÈRES...

Après trois mois, Donald Trump a-t-il déjà tenu ses promesses ?

Donald Trump a commencé son second mandat tambour battant avec une volonté de renverser la table dans tous les domaines. Trois mois après son investiture, BFMTV.com vous résume le premier bilan du président américain. Trois mois d'intenses bouleversements. De retour à la Maison Blanche après en avoir chassé les démocrates, Donald Trump a promis que son second mandat inaugurerait un nouvel "âge d'or de l'Amérique". Après avoir placé ses fidèles soutiens aux plus hautes fonctions, Donald Trump a réformé dans tous les domaines à un rythme effréné, comme le montre l'impressionnante somme de décrets signés quasi quotidiennement dans le Bureau ovale. Trois mois après son retour au pouvoir, le président républicain revendique déjà de nombreuses "victoires". Mais tout est loin d'être rose. Dénonçant une "invasion" d'immigrants venant "empoisonner le sang" des Américains, Donald Trump avait promis pendant sa campagne de déclencher "la plus grande opération d'expulsion de l'histoire des États-Unis". Depuis son entrée en fonction, "plus de 100.000 immigrants illégaux" ont été expulsés, affirme une note de la Maison Blanche publiée le 4 avril. Sur ses réseaux sociaux, la présidence met en scène l'expulsion par avion de migrants filmés menottes aux poignet et chaînes aux pieds. Si ces chiffres sont conséquents, il est encore trop tôt pour dire que Donald Trump en fait davantage que son prédécesseur démocrate. En 2024, l'administration Biden avait procédé à plus de 271.000 expulsions, un record. À la frontière avec le Mexique, les chiffres semblent en revanche montrer une nette baisse des flux migratoires depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. En mars, le nombre de migrants interceptés était de 7.000 "contre une moyenne mensuelle de 160.000 sous Joe Biden

AVEC CE TRAITEMENT
**L'or pourrait
permettre...
de mieux voir !**

L'or n'est pas seulement un joli métal. Il pourrait à l'avenir être utilisé afin de traiter les yeux des patients !

Les scientifiques avancent toujours plus loin pour proposer des solutions innovantes et assez futuristes pour le traitement d'un certain nombre de maladies. L'on avait ainsi déjà tous entendu parler du projet de Neuralink d'introduire un implant Blindsight dans le cerveau pour faire retrouver la vue à des personnes atteintes de cécité. Mais l'on pourrait aussi utiliser un métal précieux comme l'or pour traiter les yeux de patients.

L'or peut être utilisé pour soigner des pathologies oculaires

Des chercheurs de l'université de Brown ont pour ambition de traiter des pathologies comme la dégénérescence maculaire ou la rétinite pigmentaire. La première est une maladie liée à l'âge, et qui est la principale cause de malvoyance chez les séniors, la seconde elle est une pathologie génétique plus rare qui affecte les photorécepteurs de la rétine et réduit petit à petit le champ de la vision.

Les scientifiques ont utilisé pour, ce faire, de minuscules particules d'or, appelées nanorods d'or,



plasmoniques (AuNRs). Dans leur étude, ils affirment avoir injecté ces particules extrêmement fines (100 fois plus fines qu'un cheveu) dans la rétine de souris, puis les avoir stimulées avec une lumière dans le proche infrarouge. Le processus permettrait d'activer d'autres cellules de la rétine, les cellules bipolaires et ganglionnaires, qui prendraient la place des cellules endommagées de la rétine pour traiter les signaux lumineux et les envoyer au cerveau.

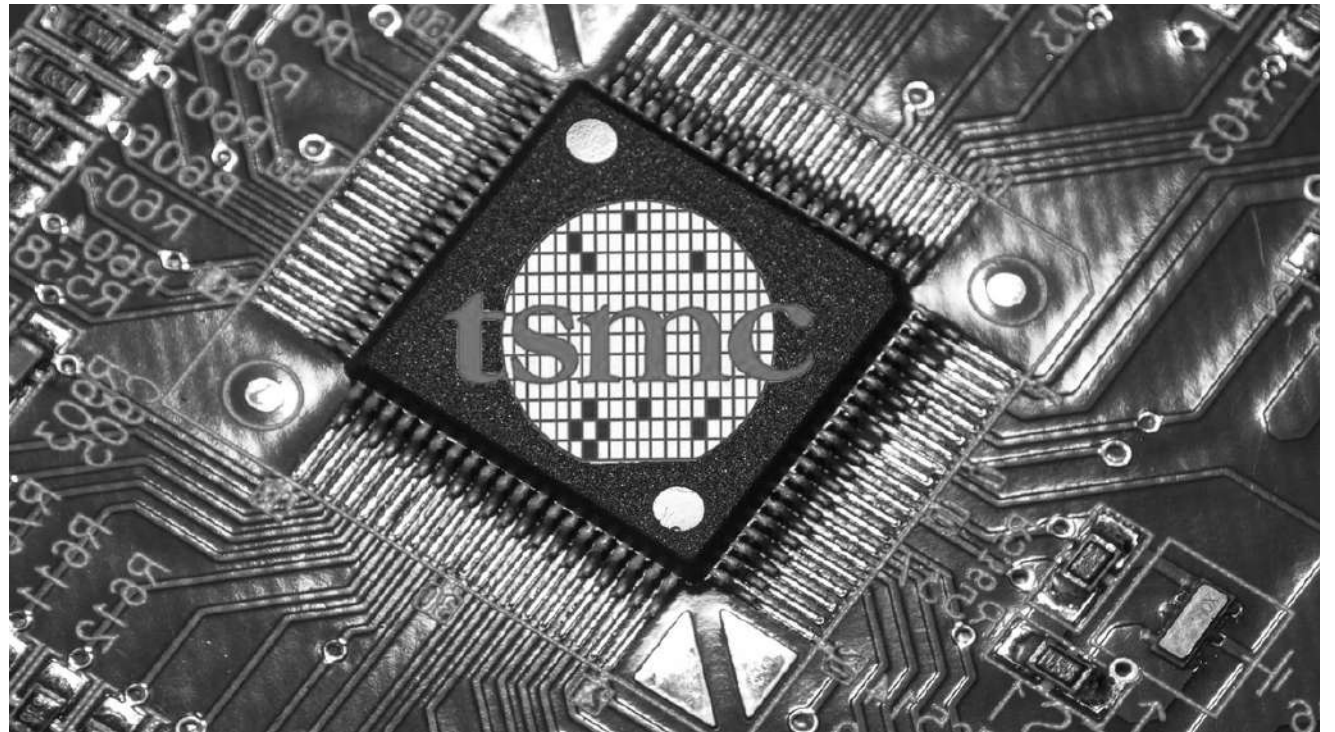
Un traitement de meilleure qualité ?

Les scientifiques américains sont d'autant plus enthousiastes que ce traitement aurait aussi pour avantage d'être très peu invasif. « Il s'agit d'un nouveau type de prothèse rétinienne qui a le potentiel de restaurer la vision perdue à la suite d'une dégénérescence rétinienne sans nécessiter de chirurgie compliquée ou de modification génétique » affirment-ils. Enfin, cette technique pourrait ne pas être simplement un substitut, mais un meilleur traitement. En effet, les implants chirurgicaux utilisés dans les traitements habituels ont une résolution limitée, alors que les nanoparticules pourront elles couvrir l'ensemble de la rétine et donc améliorer la totalité du champ de vision.

Source : Neowin

TSMC ACCÉLÈRE AUX ÉTATS-UNIS 30 % des puces 2 nm produites en Arizona

Le colossal investissement de TSMC aux États-Unis va de paire avec une montée en puissance des usines TSMC de l'Arizona.



Il y a encore quelques mois, la Taiwan Semiconductor Manufacturing Company était inconnue du grand public. Aujourd'hui, la firme taïwanaise n'en finit plus de faire l'actualité et souffle le chaud et le froid.

Faisant suite aux nombreuses annonces d'investissements aux États-Unis, TSMC est aujourd'hui en mesure de confirmer l'accélération des travaux sur la Fab 21 qui sera bientôt en mesure de produire des composants selon les trois nœuds les plus avancés de TSMC : le N3 (3 nm), le N2 (2 nm) et, même, l'A16 (1,6 nm).

Le N2 n'est plus réservé à Taïwan

L'aventure américaine de TSMC ne date évidemment pas du retour au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis. Dès 2020, soucieuse de diversifier ses unités de production, TSMC avait annoncé la construction d'une usine de production dans l'État de l'Arizona pour 12 milliards de dollars.

Il n'en demeure pas moins que la montée en puissance de TSMC aux États-Unis va de paire avec les pressions exercées par l'administration Trump qui souhaite voir un maximum de productions se faire sur le sol américain. Toutes les entreprises de la tech sont ainsi incitées à investir aux États-Unis et, bien que perçue comme une trahison à Taïwan, les 100 milliards de dollars annoncés pour un investissement cumulé de plus de 165 milliards confirment les intentions de TSMC au pays de l'Oncle Sam.

À l'origine, les plans de TSMC ne prévoyait que des usines de « se-

conde zone » aux États-Unis. Le groupe avait alors dans l'idée de réserver ses plus fins nœuds de production aux structures taïwanaises, mais les choses ont bien changé en l'espace de quelques années.

Il y a seulement quelques jours, c'est AMD qui faisait la une de l'actualité en annonçant – aux côtés de TSMC – la production du premier processeur HPC en nœud N2 à Taïwan, la puce EPYC Venice de 6e génération.

Une annonce qui semblait confirmer que le nœud N2 (2 nm) serait encore pour un moment réservé aux usines taïwanaises, mais au travers d'une conférence téléphonique destinée aux investisseurs, TSMC a confirmé l'importance de la production américaine. Ainsi, il sera question, à terme, de sortir pas moins de 30 % de toute sa production N2 des usines américaines et, plus particulièrement, de la fameuse Fab 21 située en Arizona.

Vers une « gigafactory » en Arizona ?

Mieux, TSMC a confirmé l'accélération de la mise en route des nouvelles unités de la Fab 21. Celle-ci devrait ainsi pouvoir augmenter la production de composants selon les nœuds N3 (3 nm) et N2 (2 nm), mais aussi disposer de lignes pour le futur nœud A16 (1,6 nm) lequel ne sera donc pas non plus réservé aux seules usines taïwanaises. C.C. Wei, le P.-D.G. de TSMC, a indiqué :

« Une fois le projet terminé, environ 30 % de notre capacité de production de semi-conducteurs 2 nm et plus sera localisée en Arizona, créant ainsi un pôle indépendant de

fabrication de semi-conducteurs de pointe aux États-Unis [...] Cela permettra aussi de réaliser de plus grandes économies d'échelle et de favoriser un écosystème plus complet de la chaîne d'approvisionnement en semi-conducteurs aux États-Unis ».

Il est ainsi question de produire au moins deux nouveaux modules pour la Fab 21 alors que, jusqu'à présent, de tels modules n'étaient annoncés que pour les usines taïwanaises du groupe, situées à Hsinchu et Kaohsiung. Ces dernières doivent recevoir les plus gros investissements de TSMC et réserver une part largement majoritaire de la production N2.

Reste que produire 30 % des puces N2 en Arizona est un tournant sur lequel peu de monde aurait parié il y a deux ans. Gardons toutefois à l'esprit que, pour le moment, la Fab 21 se focalise sur la production de composants en N4 et N5. La construction du module 2, autorisant la fabrication de puces en N3, est achevée alors que celle des modules 3 et 4 (pour les nœuds N2 et A16) devrait débuter un peu plus tard cette année.

À terme – mais nous parlons ici de plans à l'horizon 2028-2029 – TSMC aimerait faire de la Fab 21 une « gigafactory » à même de produire plus de 100 000 wafers par mois. Les intentions sont là, elles sont claires, mais nous ne sommes encore qu'aux débuts du chantier et il n'est donc pas le moins du monde question de se passer de la production taïwanaise avant un long moment.

Source : Tom's Hardware

Le Maserati Grecale baisse son prix face au Porsche Macan

En pleine crise, Maserati baisse le prix de son SUV de luxe. Il a peut-être un coup à jouer maintenant que le Porsche Macan thermique a disparu du catalogue, même s'il doit composer avec le terrible malus écologique français.



Le Grecale baisse ses prix

Le Grecale, ce SUV moins gros que le Levante qui devait marquer la montée en puissance de Maserati dans le monde, baisse en effet ses prix comme le rapportent les spécialistes d'Italpassion. La version thermique de base, qui dépassait les 90 000€ en début d'année, demande désormais 82 550€ en prix plancher. La déclinaison électrique Folgore, qui peine tant à trouver sa clientèle, coûte 109 950€ au lieu de 111 350€ précédemment (elle valait 125 850€ en 2024 à son lancement). La version haut de gamme thermique Trofeo passe à 126 400€ au lieu de 127 600€ il y a quelques jours.

Moins cher que le Macan Electric, mais...

Cette baisse des prix permet au Grecale de devenir très légèrement moins cher que le Porsche Macan Electric, démarquant de son côté à 82 959€ avec 340 chevaux (contre 300 chevaux pour le Grecale thermique de base). Hélas, il a droit chez nous à 70 000€ d'écotaxe quelle que soit la version hors électrique, exactement comme le Macan thermique avant sa disparition du marché. Rappelons par ailleurs que le Grecale ne coûtait « que » 75 450€ à son lancement commercial au début de l'année 2022, avant l'augmentation de ses prix.

La situation n'est pas vraiment au beau fixe chez Maserati. La marque au trident subit une érosion des ventes catastrophique depuis deux ans, elle qui vend désormais moins de voitures que Ferrari dans le

monde alors que son portefeuille de produits doit pouvoir en faire quasiment l'égal de Porsche en théorie. Alors que le groupe Stellantis planche sur des solutions pour améliorer la situation de Maserati (mais aussi celle

d'Alfa Romeo), avec des bruits de couloir rapportant aussi une possible revente de la marque qui ont été démentis officiellement, voilà quand même une bonne nouvelle pour son modèle le plus important de la gamme.

Le BYD Sealion 7 chinois devient hybride et inaugure une option bizarre

Très différent du Sealion 7 entièrement électrique commercialisé chez nous, le nouveau Sealion 7 DM-i utilise une motorisation hybride rechargeable et une plateforme spécifique. Il propose aussi une option permettant d'installer une « base » pour un drone sur le toit de la voiture.

Chez nous, Byd commercialise presque exclusivement des véhicules 100% électriques, de la compacte Dolphin jusqu'au gros SUV Tang. Mais le constructeur chinois propose aussi un modèle hybride rechargeable, le Seal U DM-i qui, s'il reprend le même nom que le Seal U 100% électrique, repose sur une plateforme différente (un peu comme chez Audi avec l'A6 thermique et l'A6 e-tron).

En Chine, le constructeur chinois lance les précommandes d'un nouveau modèle hybride rechargeable. Son nom ? Sealion 7, comme le grand SUV 100% électrique que nous avons essayé l'année dernière sur Caradisiac. Mais avec un petit « DM-i » derrière, signe qu'il reprend une technologie hybride rechargeable similaire à celle de « notre » Seal U DM-i.

Une plateforme différente du Sealion 7

Ce Sealion 7 DM-i n'utilise pas la plateforme du Sealion 7 réservée aux modèles 100% électriques mais plutôt une autre architecture prévue pour cette technologie combinant un moteur thermique à essence et un moteur électrique. Il mesure 4,88 mètres de long (contre 4,83 mètres pour le Sealion 7 « tout court ») et possède un habitacle aux finitions flatteuses, comme c'est souvent le cas chez BYD.



Capable de parcourir jusqu'à 1 320 km d'après BYD avec les batteries et le réservoir d'essence pleins, ce Sealion 7 DM-i est une traction de base ou une quatre roues motrices en option (on ne connaît pas encore le détail de sa fiche technique). Et il offre la possibilité de s'équiper d'une plateforme pour drone sur son toit. Oui, un dispositif permettant de recharger le drone et de le stocker, avec un mode « follow me » pour ceux qui veulent filmer leur SUV en road-trip (sic).

Bientôt en Europe ?

Sachant que le Seal U DM-i fait désormais partie des meilleures ventes de BYD en Europe grâce à son prix canon, il y a toutes les chances pour que le Sealion 7 DM-i arrive en Europe. Son prix serait alors supérieur à celui du Seal U DM-i, disponible à partir de 37 500€.



Mots fléchés

Résineux		Rongeurs		Fermées		Chant		Restes		Parties de		Patrie de
Régicide		amphibies		Habitante		d'oiseaux		Paquets		Agiter		Georges
(François)				d'un pays					Aurochs			Brassens
				voisin					Personnage			
									stupide en			
									bande			
									dessinée			
Inventorias		Travaux				Divisé						
		forcés										
						Inquietat						
Epoux		Huileuse										
d'Isis		Insecte noir										
						Le soleil s'y				En matière		Partie
						lève				de		d'une
						Métal				Conges		chaîne
						précieux				nouveaux		HI-FI
										français		
										(initiales)		
Plancher	Épuise					Ventile	Se rebeller	Interruption				
	Organe											
	génital											
			Contant							Connu		
			Égouttoirs							Arrose		
										Lisbonne		
Chance						Jésus le		La poste			Restes	
						Nazaréen,		française				
						Roi des						
						Judéens						
						(initiales)						
Oiseaux		Fête						l ondateur		Prêre		
		taurine						d'une secte		Groupe de		
		Jadis un						(Claude		rap français		
		couleau						Vorillon)		(initiales)		
				Mettre en								
				réserve								
				Par								
Ruthénium						Plaisantes						
Dressing-						Service						Gouvernant
room			Sélection			rapide						
									Suçai	Travaux		
										pratiques		
										Os du pied		
Soutien	Peur					Abattre	Petit officier			Salve		
	Action						Dessus du					
	défensive						panier			Bovin		
	au football											
				Lettre				Niveau				
				grecque								
				Disciples								
Actinium						Adjectif						
Marcho-			Éluda			numéral						
pieds												
								En outre				
								litane				
Soulevé						Enlève						Aimable
						Lentille						
Cérium						bâtarde						
		German-					Néon	Existes		Petite	Béryll-	
		drée petit if								classe	ium	
		Petit saint								(initiales)	Sodium	
Poufflasses	Hirondelle							Pièce				
	de mer							d'artillerie				
								Répugnant				

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Douze morts et 190 blessés en 24 heures

Douze (12) personnes sont décédées et 190 autres ont été blessées dans 162 accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans la wilaya de Tamanrasset avec trois décès et deux blessés, suite au renversement d'un véhicule sur une route non classée menant à Bordj Badji Mokhtar, commune et daïra d'Abalessa, ainsi qu'à El Bayadh, avec deux décès et un blessé, suite au renversement d'un véhicule sur la RN N 06, commune d'El Khaïther, daïra de Bouguetab", précise la même source.



ORAN

Le MAE turc inaugure le siège du Consulat général de Turquie

Le ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie, M. Hakan Fidan, a procédé, dimanche, à l'inauguration officielle du siège du Consulat général de Turquie à Oran. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Lounès Magramane, ainsi que du wali d'Oran, Samir Chibani. Dans son allocution, le ministre turc a souligné que l'ouverture du Consulat général de la République de Turquie à Oran "consolidera les relations entre les deux pays amis et frères". Il a ajouté que cette démarche s'inscrit dans le cadre de la "diplomatie économique, reflétant la volonté de la Turquie de renforcer ses relations économiques dans cette région stratégique".

SÉTIF

Réception attendue de 7 dépôts de stockage de céréales dans la wilaya

Il est attendu la réception dans la wilaya de Sétif, "avant le début de la campagne moissons-battage", de sept (7) silos de stockage de céréales, a affirmé, dimanche, le directeur des équipements publics, Salah Rachid. Le même responsable a précisé que les silos totalisant une capacité de stockage de 350.000 quintaux et dont le taux d'avancement des travaux a dépassé les 50 %, sont en réalisation dans les communes d'Aïn Arnat, de Beni Oussine, de Hammam Sokhna, de Bazer-Sakra, d'Aïn Oulmène, d'Aïn Azel et de Tachouda. M. Rachid, faisant également savoir que la réalisation de ces silos a nécessité un investissement public de 1,750 milliard de dinars, a souligné que la mise en service de ces structures fera passer la capacité de stockage de céréales, dans la wilaya de Sétif, d'un million à 2,5 millions de quintaux.

AÏN TEMOUCHENT

Ouverture de deux nouvelles agences de la CNEP-Banque

Deux nouvelles agences de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) ont été ouvertes dimanche à Aïn Temouchent, dans le cadre de sa stratégie d'expansion de son réseau bancaire, a indiqué le directeur régional du réseau commercial de la banque à Sidi Bel Abbès par intérim, Kamel Lounes. Les deux agences ont été ouvertes respectivement dans la commune d'El Malah et au niveau du quartier des 972 logements dans la ville d'Aïn Temouchent, dans le but de "rapprocher les services bancaires des clients de la CNEP-Banque dans la

wilaya", a précisé le responsable. L'initiative reflète la volonté de la CNEP-Banque d'accompagner la dynamique économique locale et de renforcer les mécanismes d'accompagnement et de partenariat avec ses clients, notamment à travers les services proposés, y compris la formule de la finance islamique, a-t-il ajouté. La CNEP-Banque compte désormais cinq agences dans la wilaya d'Aïn Temouchent, réparties entre les communes de Hammam Bouhadjar, El Malah, Beni Saf, ainsi que deux agences au chef-lieu de la wilaya.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Les décisions du Président Tebboune

Par Zahir R.

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier dimanche, une réunion du Conseil des ministres. Plusieurs décisions et annonces importantes ont été faites par le chef de l'État à cette occasion.

En effet, le Président Tebboune a donné son aval pour l'abaissement de l'âge de la retraite au profit des enseignants et professeurs du secteur de l'Éducation nationale. Cette catégorie essentielle dans le secteur de l'Éducation bénéficiera d'une réduction de trois ans sur l'âge légal de départ à la retraite, et ce, pour l'ensemble des cycles. Il s'agit là d'un geste fort à l'égard des enseignants des trois paliers, en reconnaissance de leur rôle fondamental en tant que formateurs des générations futures. L'autre décision importante prise lors de cette réunion du Conseil des ministres concerne la fixation du prix du mouton de l'Aïd à 40 000 DA, suite à une proposition du ministre de l'Agriculture. Il convient de rappeler, à ce propos, que le chef de l'État avait décidé, lors d'une précédente réunion du Conseil des ministres, l'importation d'un million de moutons, dont la première cargaison est arrivée hier dimanche au port d'Alger.

Cette opération d'importation s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'État pour préserver le pouvoir d'achat des ménages, tout en protégeant le cheptel local, en nette régression. Par ailleurs, le président de la République a ordonné la mise en place, dans un délai d'un mois, de l'instance du guichet unique en tant qu'autorité décisionnelle en matière d'investissement, à l'écart de toute gestion bureaucratique centralisée. Ce guichet unique est censé constituer un moyen de mettre fin aux entraves qui freinent l'investissement en Algérie, notamment en matière de foncier économique. Actuellement, plus de 14 000 projets sont enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), un chiffre jugé important, mais dont peu se concrétisent en raison du manque de foncier disponible. Le président a également ordonné la mise en place, dans un délai d'un mois, de deux instances chargées respectivement des exportations et des importations, en vue d'une gestion institutionnelle efficace et d'un mécanisme de prévoyance.

Publicité

POUR UNE PRODUCTION INTELLIGENTE, FACE AU DÉFI D'UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SANITAIRE DURABLE.

23^{ème} édition

SIPSA

FILAH AGROFOOD

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

26 > 29 MAI 2025

PALAS DES EXPOSITIONS - SAFER ALGER - ALGERIE

COINCE ANS

Afrika Food Export DJAZAUA

ENTREZ DANS LE CŒUR DU MARCHÉ AGRICOLE, DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE !

40 000 VISITEURS PROFESSIONNELS

720 EXPOSANTS DE 39 PAYS

ITALIA

www.sipsa-filaha.com

EXPO ALGERIE

EXPO 2025

21-25 Mai 2025 - 10h00 - 18h00

10000 Alger - Algérie

Tel : +213(0) 20 31 00 01 / +213(0) 77 00 00

Fax : +213(0) 20 31 00 00 - Email : alger@ipsa-filaha.com

Reservez votre stand

FILAH AGROFOOD

ALGERIA